



N°35 · 29.08.2025 · 72. Jahrgang

Unabhängige Wochenzeitung für Politik, Wirtschaft und Kultur

POLITIK

Nuage de poussière

Éditorial sur les assassinats de journalistes à Gaza et sur la nécessité d'y autoriser la presse

Photo : Abed Rahim Khatib / Anadolu – AFP
Cérémonie funéraire improvisée pour le journaliste Hossam al-Masri et trois confrères, ce lundi 25 août

S. 2

Warten auf Martine Deprez

Gespräch mit AMMD-Präsident Chris Roller über die „Freiheit der Privatiniative“ im Gesundheitswesen

S. 3

„Een uerdentlechen Kader“

Arbeit, Leistung, Ordnung – Koordinaten, nach denen Ministerin Stéphanie Obertin (DP) lebt. Ist die Quereinsteigerin damit in der Politik angekommen?

S. 7

WIRTSCHAFT

Pour les vieux aussi

Les auberges de jeunesse connaissent une belle croissance grâce à une clientèle élargie

S. 11

FEUILLETON

„Ech wëll ëmmer méi“

Die Schauspielerin Sophie Mousel baut derzeit eine internationale Filmkarriere auf. Ein Porträt

S. 14



6,50 €

Nuage de poussière

IIII Pierre Sorlut

Un appareil photo Canon recouvert d’une croûte de terre et de sang. Le cliché de l’AFP revient régulièrement dans le fil d’actualités sur le Proche-Orient depuis le début de la semaine. Ce sang appartient à Mariam Abu Dagga, journaliste indépendante employée par Associated Press à Gaza et tuée lundi avec quatre confrères et quinze autres personnes dans une frappe israélienne sur l’hôpital Nasser à Khan Yunis, dans le Sud de l’enclave palestinienne. Une vidéo diffusée en ligne documente la séquence. Une première explosion a touché l’escalier extérieur de l’hôpital et tué le photographe Hossam al-Masri (dont on voit le corps en une du *Land*). Une poignée de minutes plus tard, un deuxième obus au même endroit condamne les personnes venues s’inquiéter ou porter secours. Sur l’enregistrement, elles disparaissent dans un épais nuage de poussière. Elles réapparaîtront sur les clichés de l’AFP pour leur cérémonie funéraire improvisée.

Cibler un hôpital est un crime de guerre. Sauf exceptions spécifiées par le droit international humanitaire. Dans le cas d’espèce, selon une source de l’armée israélienne citée par *Haaretz*, la frappe visait une caméra du Hamas sur l’hôpital. Mais le gouvernement de l’État hébreu peine à expliquer pourquoi des obus de tank ont été utilisés pour détruire un si petit objet. Cibler des journalistes est un crime de guerre. Pris en flagrant délit et face aux réprimandes internationales, le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu parle de « tragic mishap » et promet une « enquête ». Tsahal précise qu’elle ne vise pas les journalistes « en tant que tels ». Reuters (qui employait Hossam al-Masri) et d’autres organisations journalistiques en doutent. Selon le CPJ (Comité de protection des journalistes), 197 porteurs de cartes de presse ont été tués à Gaza depuis le 7 octobre 2023. L’organisation basée aux États-Unis recense au moins 26 assassinats délibérés de journalistes à Gaza ces vingt derniers mois. Reporters sans frontières estime que 56 ont été tués en raison de leur travail. Et le CPJ ne croit pas (ou plus) en la sincérité des dirigeants israéliens. Durant les deux décennies qui ont précédé ce conflit, les forces armées israéliennes ont assassiné vingt journalistes « et personne n’a jamais été tenu pour responsable », dénonce la présidente du CPJ, Jodie Ginsberg. « By silencing the press, those who document and bear witness, Israel is silencing the war », écrit-elle dans *The Guardian*.

Le CPJ en appelle à la communauté internationale pour faire cesser « ces atrocités » et permettre aux médias internationaux un accès indépendant à la bande de Gaza pour « enquêter sur ce qu’il s’y passe sans peur de la censure ou de l’assassinat, et enfin tenir Israël pour responsable ». De plus en plus d’ONG (dont deux israéliennes depuis fin juillet), reprochent au gouvernement Netanyahu de mener un génocide dans la bande de Gaza, par les bombardements (plus de 62 000 victimes), mais aussi par le blocus qui tue à petit feu. Un groupe d’experts appuyés par l’Onu a officiellement reconnu la semaine passée une situation de famine dans l’enclave où deux millions de Palestiniens tentent de survivre. La présence de journalistes dont l’indépendance est reconnue internationalement permettrait de lever (au moins partiellement) les doutes sur d’éventuelles manipulations de l’information. Mais ils sont interdits d’entrée depuis fin 2023. « Alongside its military campaign in Gaza, the Israeli government has waged a relentless battle to control the narrative about the fighting », relève le *New York Times* mardi. Le même jour, Benyamin Netanyahu partage sur X une vidéo censée démentir les accusations d’affamement. Certains enfants squelettiques apparus dans les médias internationaux seraient affectés par d’autres pathologies et auraient aussi été instrumentalisés par le Hamas. Certains ? Faudrait-il entendre tous ?

Cette guerre de l’information infuse les débats jusqu’ici. Sur les réseaux sociaux, des personnalités influentes localement reprennent le récit du gouvernement israélien. Mil Lorang, cadre de MemoShoah (association qui « combat le négationnisme par rapport à la Shoah ou tout autre génocide »), prend à son compte la communication du COGAT, l’organisation gouvernementale qui contrôle les ressources entrant dans les territoires palestiniens occupés, dont Gaza, et pour qui les problèmes de distribution s’expliquent aussi (surtout ?) par la mauvaise volonté du Hamas et des Nations unies. Benoît Reiter likes. Le numéro deux de l’administration parlementaire partage un post de Jüdische Allgemeine. Les médias occidentaux diffuseraient trop d’images « ohne sorgfältige Prüfung ». Benoît Reiter pense, comme Netanyahu, qu’il faut détruire le Hamas coûte que coûte : « Je ne vois pas de génocide palestinien mais une bande de fils de chiens (dixit le président de l’Autorité palestinienne) qu’il faut bien éliminer ». Le 11 août, il partage un article de la NZZ, « Warum hat Israel sechs Journalisten im Gazastreifen getötet ? ». L’un d’entre eux (présumé terroriste) se serait félicité des attaques du Hamas le 7 octobre 2023 (plus de 1 200 morts israéliens). Un cadre du DP Esch apparaît régulièrement en accord avec le haut fonctionnaire. Dans un post datant du 10 août, il regrette les « blood libels invented to hurt the image of Israël ». « From apartheid to genocide, all kind of lies are made up and spread online. » Un poste liké par une trentaine de personnes, dont Fred Keup (ADR). Constitués d’êtres humains, les médias portent évidemment une certaine faillibilité. Mais il convient de défendre leur place et leur rôle. « In einer Zeit in der Desinformation als Kriegswaffe benutzt wird, in der immer mehr Journalisten ermordet werden (ob in Gaza, der Ukraine oder Südamerika), ist die Pressefreiheit und ihr Erhalt ein höchstes Gut, das nicht verhandelbar ist ! », avait rappelé l’Association de journalistes luxembourgeoise ALJP pour la journée de la liberté de la presse, le 2 mai. Un message prononcé trop timidement, pas assez souvent et surtout peu entendu. ●



Warten auf Martine Deprez

IIII Interview: Peter Feist

Gespräch mit AMMD-Präsident Chris Roller über die „Freiheit der Privatinitiative“ im Gesundheitswesen

Chris Roller (46) ist seit Januar Präsident des Ärzte- und Zahnärzteverbands AMMD. Er übernahm das Amt von Alain Schmit, der es zehn Jahre lang innehatte. Das Land traf ihn in seiner Praxis am Hôpital de Kirchberg.

d’Land: Herr Roller, für einige Aufmerksamkeit sorgten vergangene Woche Zahlen von Gesundheitsministerin Martine Deprez (CSV) zur Ärzte-Verteilung pro Kanton. Kantone wie Vianden und Wiltz sind anscheinend nicht gut versorgt, auch mit Generalisten nicht. Was meinen Sie dazu?

Chris Roller: Historisch war der Norden immer dünner besiedelt als Zentrum und Süden. Das wirkt sich aus. Die Zahlen der Ministerin sind aber auch ein Hinweis darauf, dass wir an der Ärzte-Demografie arbeiten müssen. Dass es wichtig ist, unseren Beruf attraktiv zu halten und ihn möglichst noch attraktiver zu machen, damit junge Menschen weiterhin Lust haben, ihn zu erlernen und auszuüben. Die AMMD weist darauf seit Jahren hin. Viele Kollegen gehören zur „Babyboomer-Generation“. Nicht wenige arbeiten weiter, obwohl sie schon in Pension sein könnten. Irgendwann werden sie in Pension gehen. Dann droht ein Problem, wenn nichts unternommen wird.

Wenn man konkret auf die Allgemeinmedizin schaut: 2024 gab es im Kanton Vianden vier Generalisten, im Kanton Wiltz 19. Landesweit wurden 778 Generalisten, 811 Zahnärzte und 1 952 Spezialisten gezählt. Besteht ein besonderer Mangel an Generalisten, die eine wichtige Rolle in der Primärversorgung zu spielen haben?

Der Norden ist ganz klar unterbesetzt. Das ist ein Problem. Es ist nicht einfach, gerade junge Leute zu motivieren, in ländliche Gegenden zu gehen. Ballungszentren sind beliebter, das trifft auch auf Ärzte zu. Die Primärversorgung ist in Luxemburg ein Stiefkind. Die Versorgung ist stark auf die Spitäler konzentriert, in den letzten 20 Jahren hat sich das noch verstärkt.

Was tun?

Wir haben schon oft gesagt: 80 Prozent der Medizin kann ambulant, außerhalb der Spitäler gemacht werden. Also müssen wir dezentralisieren. Schauen, dass Ärzte sich gemeinsam organisieren können, in den schon viel erwähnten Gesellschaften zum Beispiel. Um Gemeinschaftspraxen einrichten zu können, die beispielsweise längere Öffnungszeiten bieten können. Das würde auch die Notaufnahmen der Spitäler entlasten.

CSV und DP hatten im Wahlkampf 2023 versprochen, „Freiheit für die Privatinitiative“ anstelle „sozialistischer Planwirtschaft“. Ich denke, das war im Sinne der AMMD...

... wobei Privatinitiative nicht Privatmedizin heißt.

Aber wie würden Privatinitiative und Dezentralisierung so gesteuert, dass sich in Gegenden mit wenig Ärzten die Versorgung verbessert? Wird das dem Markt überlassen, ändert sich vermutlich nicht viel. Braucht man nicht doch einen Plan, ein Instrument, damit vor allem Generalisten mit ihrer wichtigen Rolle sich auch in Gegenden niederlassen, die nicht so attraktiv sind?

Wenn man eine Arztpraxis eröffnet, gerade wenn man jung ist, muss man schauen, wo eine Nachfrage besteht. Wo nicht viele Menschen wohnen, wird man nicht viele Patienten finden. Das kann ein Problem sein. Dagegen gibt es keine Zauberformel. Wie ich schon sagte: Der Norden ist dünn besiedelt und historisch weniger gut versorgt. Im Osten ist das ähnlich.

Dort will das CHL nun eine „Antenne“ einrichten. Strukturell gesehen, hilft das wahrscheinlich.

Die Antenne soll nach Grevenmacher kommen. Das ist nicht gerade eine Gemeinde, wo fast niemand wohnt. Planwirtschaft in der Medizin ist in einem Land wie Luxemburg keine gute Idee. Die CNS hat rund eine Million Versicherte. Mindestens ein Drittel sind *frontaliers*, die hier ihre Beiträge zahlen und ein Recht darauf haben, hier behandelt zu werden. In den Gemeinden jenseits der Grenze, wo sie wohnen, finden sie vielleicht keine Ärzte, keine Krankenpfleger mehr, weil wir alle zu uns gezogen haben. Wir haben also eine Verantwortung. Die Planwirtschaft hat die Spitäler groß gemacht und zu viel an Versorgung bei ihnen konzentriert. Dadurch sind sie heute ein bisschen der Flaschenhals. Deshalb sagen wir, es muss dezentralisiert werden. Und ja, wir müssen das dem Markt überlassen. Das wird dazu führen, dass die Wartezeiten für viele Behandlungen deutlich sinken.

Wo sind die Wartezeiten besonders lang?

Ganz besonders lang sind sie für Darmspiegelungen. Da wartet ein Patient mehr als ein Jahr. Einen Termin für eine IRM-Untersuchung zu bekommen, dauert ebenfalls noch lange. Es gibt zwar mittlerweile mehr Apparate. In den Spitälern sind sie für ambulante Patienten bis spätabends im Einsatz und auch am Wochenende. Trotzdem sagen mir Patienten noch immer regelmäßig: Ich wende mich ins Ausland, dort geht es schneller. Hinzu kommt, dass IRM-Analysen immer mehr zum Standard vieler Behandlungen werden. Sie stehen in europäischen Leitlinien, die einzuhalten aber ein Problem sein kann. Deshalb sagt die AMMD: Es kann nicht angehen, das Angebot bei uns künstlich knapp zu halten. Wenden Patienten sich ins Ausland, finanzieren wir die Strukturen dort mit, aber wieso tun wir das? Wir müssen das ehrlich diskutieren. Es heißt immer, wir wollen keine Zwei-Klassen-Medizin, aber de facto haben wir eine, wenn es noch immer so ist, dass ins Ausland geht, wer sich das leisten kann.

Aber wer zum Beispiel nach Trier geht für eine IRM-Untersuchung, bezahlt dort als Privatpatient. Wenn unser öffentliches System öffentlich finanziert bleiben soll, kann es nicht mit der deutschen Privatmedizin konkurrieren. Deutsche Kassenpatienten müssen auch lange auf IRM-Termine warten. Sodass wohl immer jemand, der sich das leisten kann, in Trier schneller drankommt.

Ich meine, in Deutschland müssen nicht nur Privatversicherte weniger lange warten als Patienten in Luxemburg, sondern deutsche Kassenpatienten auch. Und es geht nicht nur um IRM. Unser System ist relativ strikt. Ein Arzt kann nur anbieten, was in der Gebührenordnung steht, der „Nomenklatur“. Über sie hinaus ist kein Behandlungsvertrag möglich. Ich als Urologe zum Beispiel kann bestimmte innovative Operationen nicht anbieten, weil die Nomenklatur dafür keinen Tarif enthält. Dann kann es sein, dass ein Patient sagt: Ich versuche es im Ausland, stellen Sie mir bitte das entsprechende Formular aus. Ich schreibe das Formular, er wird im Ausland behandelt und bekommt das von der CNS erstattet. Warum können wir das nicht hier machen? In Deutschland kann es sein, dass eine Krankenkasse sagt: Ganz innovative Behandlungen übernehmen wir nicht, wir zahlen nur für die gängigen Prozeduren. Doch dann hat der Patient die Möglichkeit, die innovative Behandlung zu bekommen, wenn er zuzahlt. In Luxemburg kann der Arzt sie nicht mal anbieten.

CNS und AMMD hatten 2014 abgemacht, die Nomenklatur Kapitel für Kapitel zu reformieren, in Zusammenarbeit mit den verschiedenen Facharztgesellschaften. Das dauert also zu lange?

Chris Roller
am Montag in
seiner Praxis
im Hôpital de
Kirchberg

[Fortsetzung von Seite 3]

Dass vor elf Jahren damit begonnen wurde und noch einige Kapitel offenstehen, deutet schon darauf hin, dass es lange dauert. Aber was reformiert wurde, muss man aktuell halten, das ist ein ständiger Prozess. Einen neuen Tarif einzuführen, dauert mindestens ein Jahr. Natürlich dient die Nomenklatur dazu, einen gewissen Rahmen zu setzen, auch für die Kostenentwicklung der Krankenversicherung. Das ist in Ordnung. Aber der medizinische Fortschritt geht rasant voran.

Also wird es nach Auffassung der AMMD ohne Zahlungen nicht gehen?

Nein, nicht unbedingt. Aber außerhalb der Nomenklatur kann ein Arzt, wie gesagt, keinen Behandlungsvertrag anbieten. Das würde ich schon ändern: Wer etwas in seine Gesundheit investieren will, sollte es auch in Luxemburg tun können. Im Moment geht das nicht. Die CNS fragt uns, wenn es um neue Methoden geht: Was habt ihr bisher in Rechnung gestellt?, und empfiehlt dann vielleicht: Nehmt diesen oder jenen Tarif. Aber so eine Abrechnung „per Analogie“ ist eigentlich nicht mehr erlaubt. Sie sehen: Im Alltag ist alles nicht so einfach. Und es fehlt die ehrliche Diskussion darüber.

Nach dem Regierungswechsel hielt die AMMD sich mit politischen Äußerungen lange zurück. Im Mai beklagte sie, wie die Diskussion über das drohende Milliardenloch in der Krankenversicherung geführt wird. Im Juli ging sie OGBL und LCGB scharf an wegen des Krankenhaus-Kollektivvertrags. Wieso ausgerechnet die beiden Gewerkschaften? Die AMMD ist auch eine Gewerkschaft, *Dokteschgewerkschaft* nennt der Volksmund sie oft.

Eine regelrechte Gewerkschaft sind wir nicht. Die AMMD repräsentiert die Ärzte und Zahnärzte. Sie trägt dafür Sorge, dass in der Medizin die Arbeitsbedingungen gut sind, und hat auch das Patientenwohl im Auge. Vor über 100 Jahren wurde sie gegründet...

... 1904 als Syndicat Médical.

Aber wir sind eher ein Berufsverband. OGBL und LCGB unterliegen einem Interessenkonflikt, wie wir das sehen. Seit 2019 wird festgestellt, dass der CNS allmählich das Geld ausgeht, es wurde aber nichts unternommen. Wir müssen laut Gesetz alle zwei Jahre unsere Tarife mit der CNS neu verhandeln. Dabei gibt es normalerweise gewissen Spielraum. In den letzten Verhandlungen aber

wurde uns gesagt: Ihr müsst sparen, sparen, sparen, sonst wird das nichts. Und: Wenn ihr viel spart, können wir euch vielleicht etwas geben. Deshalb schlugen die Verhandlungen fehl und wir sind jetzt im Schlichtungsverfahren. Aber dann machen während dieser Schlichtungsverhandlungen OGBL, LCGB und der Krankenhausverband FHL eine gemeinsame Pressemitteilung und sagen, sie hätten den Kollektivvertrag für das Spitalpersonal verlängert, mit rückwirkenden Prämien für 2023 und 2024 und einer Gehaltserhöhung ab Januar 2025. Was nicht nur für das Pflegepersonal gilt, sondern für das gesamte Spitalpersonal von Sekretärinnen über Informatiker bis hin zum Pflegepersonal. Uns Ärzten sagt die CNS, es sei kein Geld da. Wir wurden in Sitzungen mit dem CNS-Verwaltungsrat eingeladen, die kurzfristig abgesagt wurden, weil CA-Mitglieder andere wichtige Termine hatten. Uns nimmt man nicht für voll, obwohl wir doch wichtige Akteure im Gesundheitswesen sind. Es ist für uns wichtig, zu sagen, dass da ein Interessenkonflikt besteht. Im Verwaltungsrat der CNS sitzen Vertreter derselben Gewerkschaften, die für die Spitäler Kollektivverträge mit Erhöhungen verhandeln.

Seit der DP-LSAP-Koalition der Siebzigerjahre vollzieht der Spital-Kollektivvertrag die Gehälterentwicklung im öffentlichen Dienst nach. Es gibt eine paritätische Kommission aus Gewerkschaften und FHL, die berät, wie das geschehen soll. Das Ergebnis fließt in die *enveloppe budgétaire globale* für sämtliche Spitäler ein, die alle zwei Jahre vom Regierungsrat beschlossen wird. Der Einfluss von OGBL und LCGB hat Grenzen.

Deshalb sagt Ministerin Martine Deprez, unser Protest sei nicht ehrlich. Es handle sich um keine Gehaltserhöhung, weil alles schon budgetiert ist. Aber man kann doch nicht behaupten, weil etwas budgetiert ist, sei es keine zusätzliche Ausgabe für die CNS. Die *enveloppe budgétaire globale* ist eine komplizierte Sache, da geht es um Milliarden. Es sind öffentliche Gelder, von uns allen, die Gewerkschaften in der CNS mit anvertraut werden zum bestmöglichen Einsatz für die Gesundheit.

Hat der Unmut der AMMD vor allem damit zu tun, dass mit dem Kollektivvertrag der Spitalsektor etwas erhält, während die AMMD den *secteur extrahospitalier* besonders entwickeln möchte, den es noch nicht wirklich gibt?

Der Spitalsektor wird favorisiert, ganz klar.

Andererseits ist Pflegepersonal ähnlich knapp wie Ärzte, manche sagen, noch knapper. Da in Luxemburg

„Patienten, die in ihre Gesundheit investieren und für innovative Behandlungen zuzahlen wollen, für die die CNS noch nicht aufkommt, sollten es tun können“

zu wenig ausgebildet wird, tragen hohe Gehälter dazu bei, dass Pflegeberufler aus dem Ausland kommen.

Das bestreiten wir nicht. Aber gerade wenn Knappheit herrscht, können wir die Spitäler nicht immer größer machen. Es wäre wichtig, mal zu ermitteln, an welchen Posten von Spitalpersonal, die für Arbeit am Patienten bezahlt werden, tatsächlich Arbeit am Patienten geleistet wird. Ich kann Ihnen sagen, auch in meinem Spital gibt es viele, die nicht mehr so richtig in dem Beruf arbeiten wollen, der auch anstrengend ist. Sie werden dann vielleicht auf einen Posten mit Verantwortung umgesetzt oder sonst einen, auf dem sie nicht mehr in der Patientenversorgung tätig sind. Das kann es auch nicht sein. Deshalb sagen wir, wenn Knappheit herrscht in Spitälern, die große Strukturen sind, in denen Patienten sich mitunter verlaufen, wo auch Krankenpfleger sagen, das ist mir zu groß, zu anonym, dann würden kleinere Strukturen den Patienten etwas bringen und dem Personal auch.

Sind die AMMD-Mitglieder je nach Fachrichtung unterschiedlich sensibel gegenüber Gehaltserhöhungen für das Klinikpersonal? Laut Sécu-Jahresbericht der IGSS sind die Unterschiede in der von den Ärzten eingenommenen Honorarmasse je nach Spezialisierung enorm. Ganz oben die Radiologie, ganz unten die Allgemeinmedizin und die Endokrinologie, bei einer Differenz um fast den Faktor vier im Jahr 2023.



Sven Becker

Chris Roller: „Die CNS nimmt uns nicht für voll, obwohl wir wichtige Akteure im Gesundheitswesen sind“



CSV-Gesundheitsministerin Martine Deprez (links) am 4. Juni mit dem Viandener Schöfferrat bei der Einweihung einer Gemeinschaftspraxis

Oliver Halmes

Apparatedeizin war schon immer höher bewertet als die, wo der Arzt mehr mit dem Patienten spricht. Angehende Ärzte wissen, ehe sie ihre Spezialausbildung aufnehmen, wie die Honorierung je nach Fachgebiet aussieht. Ich denke, dass jeder das in seine Entscheidung für eine bestimmte Richtung einbezieht. Man muss auch bedenken, dass Radiologen viel Zeit im Spital verbringen und viele Untersuchungen an Patienten aus der Notaufnahme vornehmen. Also nehmen sie entsprechend viel Honorar ein. Für andere Fachrichtungen sind die Belastungen während der Bereitschaftsdienste weniger groß, die Einnahmen auch.

Wird die AMMD durch ihre Mitglieder damit konfrontiert, für Ausgleich zwischen den Fachrichtungen zu sorgen?

Alle Ärzte über einen Kamm zu scheren, geht nicht. Aber wir sind bemüht, selektive Aufwertungen vorzunehmen. In Tarifverhandlungen mit der CNS besteht dazu die Möglichkeit. Sofern die Deadline für den Abschluss der Verhandlungen nicht überschritten wird wie diesmal, als die CNS uns ziemlich kurzfristig mitteilte, dass sie an den Ärzten sparen will.

Apropos Dezentralisierung: Sollen die künftigen Centres médicaux ganz für sich funktionieren oder sollen die dortigen Ärzte auch einen Vertrag mit Spitälern haben?

Für uns wichtig, dass die Ärzte sich selber organisieren können. Insofern sollen die Zentren für sich sein. Vernetzung und Austausch mit den Spitälern aber muss es geben. Kann ja sein, dass ein Patient in einem Krankenhaus weiterbehandelt werden muss.

Sollten die Ärzte der Zentren einen Vertrag mit einem Spital haben?

Die Überlegung kann man anstellen. Für Ärzte, die das möchten, sollte das möglich sein, wenn jemand es nicht will, ebenso.

Aber dann könnte der schon bestehende Ärztemangel sich noch verschärfen.

Berechtigte Frage. Zumal wir nicht einfach Ärzte haben wollen, sondern gute, um eine gute Medizin machen zu können. Dazu müssen die Bedingungen stimmen. Je nach Spezialisierungsrichtung ist man sowieso am Spital. Neurochirurgie oder Reanimation wird man nicht an einem Centre médical praktizieren. Es wird immer Ärzte geben, die lieber große Behandlungen vornehmen und lieber an einem Krankenhaus arbeiten, und jene, denen eher ein Praxiszentrum liegt. Ich denke nicht, dass plötzlich kein

Arzt mehr an einem Krankenhaus wird arbeiten wollen. Im Ausland funktioniert die Versorgung mit Krankenhäusern einerseits und andererseits Strukturen außerhalb der Kliniken auch.

Die Politik sagt dazu bisher nichts, oder? Trotz des eigentlich guten Drahts, den die AMMD zu Ministerin Martine Deprez hat.

Martine Deprez hat uns zugehört. Beim Regierungswechsel waren wir optimistisch, weil CSV und DP versprochen hatten, ambulante Strukturen zu verbessern. Aber vor anderthalb Jahren zog Martine Deprez den Gesetzentwurf ihrer Vorgängerin über die Gesellschaften, die wir für so wichtig halten, ziemlich sang- und klanglos zurück. Ich bin seit Januar AMMD-Präsident, ich traf die Ministerin Anfang des Jahres. Sie sagte, bis Jahresende werde sie einen neuen Text vorlegen, im Gesetzentwurf von Paulette Lenert gebe es Unstimmigkeiten. Aber Ende des Jahres werden zwei Jahre der Legislaturperiode verstrichen sein, und wir wissen nicht, was in dem neuen Text stehen soll.

Die AMMD wurde nicht dazu konsultiert?

Bisher nicht. Deshalb fragen wir uns, ob in der Legislaturperiode genügend Zeit bleiben wird. Wenn ein neuer Gesetzentwurf auf den Instanzenweg geschickt wird, ist er ja noch lange nicht durch.

Wieso sind die Gesellschaften so wichtig? Bisher können Ärzte Assoziationen bilden. Auch Immobiliengesellschaften, um gemeinsam Praxisräume zu kaufen, dafür einen Kredit aufzunehmen. Warum reicht das nicht?

In den Zentren soll mehr angeboten werden, als die bisher möglichen Zusammenschlüsse erlauben. In Gesellschaften kann man sich größer zusammenschließen. Nicht zu vergessen: Ein Arzt haftet im Moment mit seinem persönlichen Vermögen. Das ist ein großes Risiko, in einer Gesellschaft kann man sich besser absichern. Und eine Gesellschaft kann Ärzte einstellen – Kollegen, die selber kein Cabinet finanzieren wollen, sich nicht selber um Personal kümmern möchten und vielleicht nur halbtags arbeiten wollen.

Die AMMD hat im Juli auch geschrieben, „eng kloer Begrenzung vun der Zuel vun de Zänndokteren ass néideg“. Warum soll die Privatinitiative in diesem Punkt eingeschränkt werden?

Wir haben mehr Zahnärzte als Generalisten. Grund dafür ist unter anderem: Viele Zahnärzte aus Drittstaaten lassen ihr Diplom in Frankreich anerkennen. Ehe sie im konventionierten Sektor Frankreichs arbeiten dürfen, müssen sie mindestens drei Jahre Tätigkeit in einem anderen EU-Land nachweisen.

In Luxemburg wird jeder Arzt und jeder Zahnarzt automatisch und obligatorisch mit der CNS konventioniert *a ka sech direkt hei am Buttéck zervéieren*. Ein paar schlaue Finanziers, zum Beispiel aus Paris, schließen mit solchen Zahnärzten Verträge in Luxemburg ab. Was für Verträge das genau sind, wissen wir nicht. Die Zahnärzte werden für drei Jahre hier angestellt. Das sind diese Zentren, die 24/7 geöffnet sind, auch sonntags, und in denen Patienten mitunter Rechnungen über 600 oder 700 Euro erhalten. Zwar gibt es eine Gebührenordnung der Zahnärzte, aber die CNS weiß nicht genau, wie sie funktioniert, und hat teilweise Leistungen erstattet, die sie eigentlich nicht hätte erstatten dürfen. Darauf haben Zahnärzte, die ehrliche Arbeit machen, hingewiesen.

Wie könnte das Problem gelöst werden?

Letztendlich ist das eine politische Frage. Sie stellt sich seit Jahren, aber die Politik geht da nicht ran.

Wenn Gesellschaften eingeführt werden, kommen wahrscheinlich noch mehr schlaue Finanziers.

Wenn wir sagen, Privatinitiative, schwebt uns nicht vor, dass sich Finanziers hier niederlassen und Ärzte einstellen. Wir wollen, dass die Mehrheit an den Gesellschaften bei den Ärzten liegt...

... was Finanziers nicht ganz ausschließt?

An sich wollen wir, dass Ärzte sich zusammentun. Je nachdem, was für ein Zentrum man aufbauen will, könnte es sein, dass man einen Partner mit besonderem Knowhow braucht, der vielleicht Startkapital mitbringt. Die Mehrheit der Anteile aber sollte bei den Ärzten liegen. Das kann man per Gesetz vorschreiben. Und ich denke, dass viele Zentren Kapital von außen gar nicht brauchen werden. Vorausgesetzt, die außerklinische Medizin wird gerecht bezahlt und nicht gegenüber den Spitälern benachteiligt.

Paulette Lenerts Gesetzentwurf wollte die Gesellschaftsanteile auf Personen „aus dem Beruf“ beschränken. Für ausländische Gesellschaften sollte das nicht gelten, Paulette Lenert sagte damals, die Freiheit der Kapitalzirkulation in der EU erfordere das.

Das kann ich juristisch nicht genau beantworten. Aber die Vorschriften für Anwaltskanzleien zum Beispiel schließen aus, dass Akteure, die nicht Anwälte sind, von außen reinkommen können. Da klappt das, also denke ich, dass man auch Finanziers nur in Minderheitenposition für medizinische Gesellschaften gesetzlich vorschreiben kann. Zumal das Gesetz schon jetzt viel einschränkt. Zum Beispiel, dass IRM-Analysen nur in Spitälern oder Antennen gemacht werden können. ●

B L O G



POLITIK

Vacances studieuses,

pour le Premier ministre. Lors d'un séjour à Paris début août, Luc Frieden (CSV) a informé sur Facebook de ses emplettes littéraires locales : *Le Prix de nos mensonges* d'Édouard Philippe et *Le Pouvoir de dire non* de Dominique de Villepin, deux ouvrages écrits par des anciens Premiers ministres de l'Hexagone voisin et candidats (de droite) pressentis pour les prochaines élections présidentielles. Avant de se rendre en Grèce pour rencontrer (en bermuda et claquettes en plastique, photo : Facebook/LF) cette semaine son homologue hellénique, Luc Frieden avait partagé sur Instagram (à la Obama) ses *summer reads*. Figure d'abord *Autocracy Inc* où Anne Applebaum analyse comment, au XXI^e siècle, les dictateurs s'allient pour régner sur le monde. Vient

ensuite *Mon cœur dit oui, ma tête dit non*, où le diplomate Paul Schmit revient sur l'exil en 1940 de la Grande-Duchesse Charlotte et du gouvernement. Puis vient *Le Prix de nos valeurs*, un essai dans lequel Augustin Landier et David Thesmar expliquent qu'on ne peut plus dissocier les valeurs que l'on promet de leur prix. Le premier avait, en mai 2023, participé à la dernière journée de l'économie sous le ministère de Franz Fayot dans les locaux de la Chambre de commerce dont la présidence avait été fraîchement délaissée par Luc Frieden pour son retour en politique. Ce dernier inclut ensuite à sa liste de lecture l'ouvrage au titre évocateur, *L'Europe enfla si bien qu'elle creva*, de l'ancienne ministre française des Armées, Sylvie Goulard, puis une biographie de (Winston) *Churchill* by Andrew Roberts. Le Premier ministre, peu intéressé pendant ses 18 premiers mois de mandat par le massacre de Gaza, conclut ses choix de lecture par *A Very Short Story of the Israel-Palestine Conflict* par l'historien critique d'Israël, Ilan Pappé. De quoi préparer au mieux la Commission des Affaires étrangères annoncée pour le 15 septembre qui précèdera

son déplacement à New York pour la conférence des Nations unies pour la solution à deux États. [PSO](#)

Flottille pour la paix

Trois Luxembourgeois rejoindront le Global Movement to Gaza, une flotte d'une soixantaine d'embarcations (rassemblant un millier de personnes) qui tenteront mi-septembre de joindre les côtes de l'enclave palestinienne sous blocus israélien. Aucune personnalité publique locale n'a rejoint l'appel passé voilà un mois pour prendre le relai de Greta Thunberg et de différents députés européens qui ont déjà vogué cette année vers Gaza avant d'être interceptés par les autorités israéliennes. « L'idée consiste à attirer l'attention du public et de pousser les pouvoirs publics à respecter leurs obligations en matière de droit humanitaire », explique brièvement l'organisateur, Patrick Bosch, au *Land* en amont d'une conférence de presse prévue ce vendredi. [PSO](#)

PERSONALIEN

Fernand Kartheiser,

Europaabgeordneter der ADR, nutzte eine Pressekonferenz der Kammerfraktion über



„D'EU an eis Ekomomie“ am Dienstag für einen langen Monolog, in dem er die EU „geopolitisch, wirtschaftlich, institutionell und ideell schwach“ nannte. Sie sei unterwegs in eine „Vasallisierung“ gegenüber den USA, konstatierte der frühere Offizier, der sich ungern mit Schwächlingen umgibt. Auf eine Nachfrage, wie die EU in Form eines „Europas der Nationen“, für das die ADR in ihrem Europawahlprogramm 2024 eingetreten war, geopolitisch potenter agieren könnte als der aktuelle Staatenblock, entgegnete Kartheiser, „den Hår Orbán“ erfreue sich ausgezeichneter Kontakte zu US-Präsident Donald Trump und habe Einfluss auf diesen. Ungarn könne den anderen europäischen Staaten Orientierungshilfe geben. [PF](#)

Taina Bofferding,

cheffe de la fraction socialiste est visée dans un article du *Tageblatt* lundi. On la désignerait au sein du parti comme la principale responsable du peu d'impact politique du LSAP dans l'opposition. Des mandataires du parti reprocheraient à Taina Bofferding (qui a perdu quatre points dans le dernier Politmonitor, la plus mauvaise performance au LSAP) une certaine mollesse dans ses interventions politiques à la Chambre, mais aussi son manque d'autorité sur ses camarades. Des

développements qui expliqueraient certains départs dans les équipes du parti selon le quotidien eschois. Cette fronde en interne pourrait-elle rebattre les cartes ? *Tageblatt* avance deux noms pour éventuellement reprendre la tête de la fraction. Ben Polidori « unser bester Abgeordneter », ou encore Nicolas Schmit, vu comme un poids lourd revanchard et désireux de contrer le Premier ministre chrétien-social Luc Frieden (qui ne lui avait pas confié le mandat de commissaire malgré son statut de tête de liste du parti socialiste européen). Face au *Land*, une source au parti indique qu'aucun Spätzekandidat potentiel en 2028 ne veut s'exposer à la tête de la fraction car il y faudrait peut-être se fâcher avec qui pourrait devenir un partenaire de coalition. Contactée par le *Land* ce jeudi, Taina Bofferding (photo : sb) informe qu'il n'y a « pas encore eu d'échanges » au sujet d'une hypothétique redistribution des postes ou redéfinition de la stratégie. « Personne ne s'est adressé à moi pour exprimer d'éventuelles préoccupations », poursuit-elle. [PSO](#)

ENVIRONNEMENT

Vulgarisation

Le ministre de l'Environnement (photo : sb) se demande comment communiquer. Visiblement, ses messages ont du mal à passer avec les journalistes, et donc, avec la population. Jeudi et vendredi derniers, Serge Wilmes (CSV) a convié les médias à un briefing informel en compagnie d'acteurs de terrain. Après une première journée théorique au Kirchberg, place à la pratique le lendemain avec des visites sur le site de Pirmesknupp (près du lac de la Haute-Sûre), puis à Heiderscheid. Sur le premier, on découvrirait une butte plantée d'épicéas à l'après-guerre. Mais avec les



sècheresses et les bostryches (des insectes qui percent le bois), ces arbres dépérissent. Le terrain est désormais dans la main publique et est replanté pour créer une forêt mixte plus résiliente. Des mares ont été creusées, des ruisseaux renaturés : la nature y a vite repris ses droits. À Heiderscheid, l'arrêt permettait de présenter le Hetschendeltchen, un vallon en friche racheté en 1988 par la Fondation Hëllef fir d'Natur, qui l'a totalement réhabilité pour une agriculture extensive. Claude Schiltz, passionnant, a expliqué le système d'abissage mis en place ici : des canaux creusés pour amener l'eau de source sur les versants plutôt qu'au fond de la vallée. Le point commun de ces deux sites est qu'ils sont financés grâce aux compensations, ces taxes que doivent payer les promoteurs pour contrebalancer la destruction de biotopes. Finalement, le ministère a raison de faire parler ses hommes et femmes de terrain : leurs mots et leurs expériences sont mille fois plus intéressants que les discours qui tentent de justifier les détricotages de la politique environnementale du gouvernement. [EN](#)

Berichtigung

Anders als in „Wo sitzt mein Arzt?“ in der Ausgabe vom 22.8. beschrieben, beträgt nicht die Zahl der Allgemeinmedizinerinnen pro 1 000 Einwohner in den Kantonen Vianden vier, Wiltz 19, Remich 21, Esch/Alzette 196 und Luxemburg 292, sondern die Gesamtzahl. Das Verhältnis pro 1 000 Einwohner liegt zwischen 0,7 im Kanton Vianden und 1,4 im Kanton Luxemburg.

Communication hasardeuse à la CMCM

IIII Pierre Sorlut

La CMCM a annoncé mardi la nomination de « Madame Lara Marx » en tant que « chief administrative officer ». Le communiqué informe d'abord sur le rôle « central » joué par l'impétrante ces dix dernières années au sein de la première mutuelle du pays (avec 145 000 familles membres revendiquées soit 280 000 personnes protégées), « contribuant de manière importante à son développement ». Selon le texte envoyé aux rédactions, les missions de « Madame Marx ne changent pas », mais elle « s'occupe désormais de la coordination générale ». Cette promotion permettrait d'assurer une « gouvernance moderne » et de garantir « la transparence et la traçabilité » des organes décisionnels. Le communiqué

précise : « Le ministère de la Santé, informé en amont, a exprimé son plein accord et souhaite à Madame Marx beaucoup de succès pour les projets à venir au sein de cette nouvelle équipe de direction ».

« Madame Marx », recrutée en 2015 par Fabio Secci est devenue son épouse en 2022. Leur association, d'abord informelle et maintenant officielle, à la tête de la CMCM a été vivement dénoncée ces dernières années par une grande partie du personnel. En mai 2022, plus de la moitié des 70 employés (répartis entre les proches recrutés par Fabio Secci et ceux qui ne le sont pas) avait conclu un courrier envoyé à la fédération mère : « La seule solution en-

visageable, aujourd'hui, est la destitution de M. Secci (...) ainsi que celle de Mme Marx ». La gouvernance de la CMCM a vécu des heures troubles avec de nombreux changements au conseil d'administration et des soupçons visant Monsieur Secci après la parution en 2023 d'un rapport financier sur de potentiels abus. Aler-té, le parquet avait ordonné une enquête mais il a fini par la classer « sans suites pénales » en janvier dernier. Entretemps tout le comité de direction a été modifié, sauf Fabio Secci.

Fabio Secci est membre du LSAP. Sur Facebook, il s'affiche régulièrement avec son ancienne ministre de tutelle, la socialiste Paulette Lenert. Passé en 2023 sous le giron chrétien-social

avec Martine Deprez, le ministère de la Santé voit peut être les choses différemment. Contacté mardi par le *Land* au sujet de ce prétendu soutien à « Madame Marx », le ministère de Martine Deprez réplique qu'il n'est, par la loi, « pas habilité à approuver ou refuser des nominations d'une mutuelle (...) », y compris au sein de sa direction ». Il ne lui est en revanche pas interdit de s'étonner auprès de la CMCM de la forme de son communiqué. Le lendemain, la direction de la mutuelle souhaite « rectifier » l'affirmation selon laquelle le ministère de la Santé a exprimé son plein accord. La nouvelle formule est plus factuelle : « Toutes les parties prenantes internes et externes ont été informées de cette nomination ». ●

„Een uerdentlechen Kader“

III Stéphanie Majerus

Arbeit, Leistung, Ordnung – Koordinaten, nach denen Ministerin Stéphanie Obertin (DP) lebt. Ist die Quereinsteigerin damit in der Politik angekommen?

Der Weg von Stéphanie Obertin in die Politik führte nicht an Xavier Bettel (DP) vorbei. 2018 kam der heutige Vizepremier und Außenminister auf die Allgemeinmedizinerin aus Bonnevoie zu und schlug ihr vor, mit seiner liberalen Partei in die Nationalwahlen zu ziehen. Er wollte das Personenarsenal erweitern, das sich für eine liberale Gesundheitspolitik einsetzt, erklärt Obertin an diesem Dienstag auf ihrem schwarzen Ledersessel im Digitalisierungsministerium. Welches Verhältnis pflegt sie zum DP-Kommunikationsbéischt (wie ihn Caroline Mart unlängst nannte)? „Mir kennen eis scho méi lang, losse mer mol esou soen“, antwortet Obertin. Vom Ausgehen in der Jugend vielleicht? Ein knappes „Ja“ entweicht ihr.

Die damals noch völlig unbekannte Quereinsteigerin landete 2018 auf der DP-Liste im Zentrum auf Platz 17 (von 21); fünf Jahre später dann auf Platz elf. Die DP berief sie – wie schon 2018 – für die Koalitionsverhandlungen in die Arbeitsgruppe über Gesundheitspolitik. Nachdem die Gespräche abgeschlossen waren, reiste Obertin ins Atlasgebirge nach Marokko. Am 13. November klingelte das Telefon. Xavier Bettel, zu diesem Zeitpunkt Delegationsleiter der DP, war in der Leitung. Und bot Obertin das Amt der Ministerin für Digitalisierung und Hochschulwesen an. „Die Menschen, die in dem Moment um mich herum standen, haben mir später gesagt, ich sei ziemlich bleich geworden“, erzählte sie dem *Wort* vor zwei Jahren. Warum hat sie das Angebot angenommen? Die DP habe ihr Vertrauen geschenkt: „Mir mengen, datts de dat kanns a solls maachen“, habe die Partei ihr vermittelt. So ein Angebot bekomme man nur einmal im Leben, sagt sie.

Stéphanie Obertin wird als engagierte Ärztin beschrieben. Gemeinsam mit drei weiteren Hausärzten gründete sie in den Nullerjahren eine Gemeinschaftspraxis in Bonnevoie. Daneben übernahm sie Bereitschaftsdienste in *maisons médicales* sowie in Alten- und Pflegeheimen. „Es war nicht einfach, meine Patienten zu verlassen.“ Für sie war Ärztin sein mehr als nur ein Beruf. Aber sie sei Medizinerin geblieben: Sie lese weiterhin Fachzeitschriften und verfolge, was sich in ihrer früheren Berufssparte tut. Spricht man sie auf medizinpolitische Themen an, stellt man eine persönliche Überzeugung hinter ihren Worten fest. In Luxemburg gebe es doppelt so viele Fachärzte wie Allgemeinmediziner – ein Missverhältnis, das ihr zufolge die Absurdität des aktuellen Systems vorführt. Viele Patienten suchten direkt einen Spezialisten auf, statt zuerst ihren Hausarzt zu konsultieren. Dabei sei in vielen Fällen keine fachärztliche Intervention nötig. Würde die Rolle des Hausarztes gestärkt, wäre das Gesundheitssystem spürbar entlastet. Als Vertrauensperson garantiere er zudem eine Langzeitübersicht über den Gesundheitszustand seiner Patienten. Insgesamt, sagt Obertin, „brécht de System bëssen zesummen“.

Im Gespräch wird deutlich, dass nicht nur ihr Jugendfreund Xavier Bettel sie zur Politik gebracht hat, sondern ebenso ihr ärztlicher Werdegang. Die politischen Aspekte ihrer Arbeit im Cercle des Médecins Généralistes hätten sie schon früh interessiert – Missstände im Gesundheitssystem zu erkennen und Lösungen vorzuschlagen, sei ihr ein Anliegen gewesen. Kurz nachdem die Praxis in Bonnevoie etabliert war, trat sie dem Allgemeinmediziner-Verband bei. Von 2019 bis 2022 war sie dessen Präsidentin.

Deutlich weniger Melodie ist in ihrer Stimme zu hören, wenn sie über ihre Dossiers im Digitalisierungsministerium spricht. Oppositionspolitiker berichten gar, in den parlamentarischen Kommissionen sei sie zwar „ernsthaft bemüht“, zu erklären, welche

Punkte ihr Ministerium voranbringen wolle – allerdings lese sie ihre Mitteilungen meist von einem Blatt ab. Sobald es technisch werde, verweise sie auf ihre Beamten. Gleichzeitig wird gemunkelt, Topbeamte führten das Ministerium mit fester Hand. Dass Stéphanie Obertin sich nicht öffentlichkeitswirksam mit ihren Dossiers positionieren kann, liegt auch daran, dass ihr Ministerium zwar „Digitalisierung“ im Namen trägt, sich in der Praxis jedoch weitgehend auf MyGuichet-Politik beschränkt. Staatsminister Luc Frieden (CSV) hingegen definiert die übergeordnete Datenökonomie-Strategie des Landes. Und hat KI-Projekte zur Chefsache erklärt: Er war es, der im Juni beim Nexus-Symposium vor den Kameras die Hand des Mistral-CEO Arthur Mersch schüttelte. Wirtschaftsminister Lex Delles übernimmt bei pri-

därer Arbescht“, kommentierte sie am Dienstag. Als *Land*-Fotograf Sven Becker am Dienstag im Hinterhof ihres Ministeriums seine Kamera scharf stellte, riet ihre Pressesprecherin, die frühere *RTL-Télé*-Journalistin Violetta Caldarelli, der Ministerin, die Haare vor den Ohren hervorzufächern. In der Joffergässel überlegt man sich, wie die Ministerin nicht zu streng wirkt. Tatsächlich erscheint sie auf manchen Bildern unterkühlt. Wer sich jedoch mit ihr unterhält, stellt fest, dieser Eindruck trägt.

„Streng“, so aber beschreibt sie ihre Eltern zwischen den Zeilen. Aufgewachsen ist die heutige Politikerin zwischen Tellern, Weinflaschen, dreckigem und sauberem Geschirr: Ihre Eltern betrieben ein Restaurant in Luxemburg-Stadt und Moutfort. Als Kind habe sie oft „hannert dem Comptoir“ ausgeholfen. Aber auch „Nachtsche vorbereitet, die Vorräte im Keller kontrolliert, gespült“. Von klein auf sei sie niemand gewesen, der Arbeit scheue. Zugleich sei sie aber auch verwöhnt gewesen und konnte viel Zeit draußen im *Bambesch* verbringen. Gemeinsam mit ihrer Zwillingsschwester verbrachte sie die ersten Jahre der Sekundarschule im Internat des Fieldgen. Wie hat sie diese Zeit erlebt? „D'Internat huet een uerdentlechen Kader gesat, fir gutt duerch d'Schoul ze kommen“, so Obertin nüchtern. Anschließend absolvierte sie im Lycée Michel Rodange die B-Sektion, spezialisierte sich also auf Mathematik. Nebenher trainierte sie täglich auf dem Tennisplatz und nahm an Wochenenden an Turnieren teil. Erst als sie ihren Abschluss in der Tasche hatte, entschied sie Medizin zu studieren; zunächst in Luxemburg, später in Straßburg und Nancy. Persönliche Anekdoten erzählt sie im Verlauf des Gesprächs keine. Ihr Mitteilungsschema folgt den Kategorien Arbeit, Leistung, Ordnung.

Seit ihrer Regierungsbeteiligung 2013 setzte die DP neben Stéphanie Obertin auf zwei weitere Quereinsteiger. Pierre Gramegna leitete die Geschicke des Finanzministeriums von 2013 bis 2022, die Yuriko Backes übernahm, heutige Verteidigungs- und Transportministerin. Während Gramegna und Backes regelmäßig im Politmonitor in den Top Ten der beliebtesten Politiker erschienen, bildet Obertin das Schlusslicht unter den DP-Regierungsmitgliedern – sowohl in punkto Kompetenz als auch bei der Sympathiewertung. Vielleicht sind die Werte derart niedrig, weil sie nicht sichtbar ist, dem Wähler also nicht bekannt – und deshalb der Zuspruch ausbleibt. Eine Sichtbarkeit, die vielleicht deshalb fehlt, weil sie nur selten politische Aussagen trifft. Die DP-Rechnung Quereinsteiger durch ein Ministeramt an die politische Front zu bringen und so das Parteipersonal aufzustocken, scheint diesmal jedenfalls nicht aufzugehen.

Dass sie nichts vorzuweisen habe, wäre allerdings ein voreiliges Urteil. Im Sommer vergangenen Jahres stellte sie die Grundzüge eines Gesetzesentwurfs zur Datennutzung im öffentlichen

Dienst vor. Demnach sollen Once-Only-Verfahren für die Verwaltungen verpflichtend werden und so den Austausch zwischen Staat, Gemeinden und Bürgern vereinfachen. Im Juni teilte die Europäische Kommission mit, Luxemburg gelte mit seiner Strategie zur digitalen Transformation der öffentlichen Dienste als Vorreiter. Das kleine Land belege nun den zweiten Platz im eGovernment-Benchmark. Die Kammer der Staatsbeamten freut sich darüber scheinbar weniger. In ihrem Avis zum Gesetzesentwurf äußert sie Befürchtungen hinsichtlich zusätzlicher Arbeitsbelastung und technischer Schwierigkeiten. Neben der Umsetzung ihres Gesetzesprojektes ist es Obertin „als Mediziner natierlech ganz wichtig, datt mer d'Medezinstudium opbauen – mir kënnen net ëmmer versichen, den Reservoir vun eisen Nopeschlänner auszuschöpfen.“ ●



Stéphanie Obertin

vatwirtschaftlichen Digital-Angelegenheiten die Führung; vor fünf Wochen trat er als Krisenmanager auf, als das Post-Netz mehrere Stunden lang gestört war. Nur über den Umweg ihres zweiten Ministeriums, der Forschung, gelangte Obertin zuletzt zu Tech-Zeilen in der Tagespresse – etwa im Juli, als sie an der Universität Tokio Gespräche über eine Zusammenarbeit im Bereich wissenschaftlicher Datenintegrationsprojekte führte.

Die liberale Politikerin ist niemand, die sich in den Vordergrund drängt. Auf ihrem Instagram-Kanal finden sich zahlreiche Fotos, auf denen sie nicht im Mittelpunkt steht: Während eines Besuchs des Forschungsinstituts Liser etwa steht sie neben einem händeschüttelnden Großherzog Henri. „Ech sinn net grad deen, dee gaer fotografiert gëtt. Mee fotografiert ginn, gehéiert och zu

ZUFALLSGESPRÄCH
MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Keine Hilfe

Außenminister Xavier Bettel war seiner Zeit voraus. Als die russische Armee 2022 die Ukraine überfallen hatte. Sein LSAP-Vorgänger Jean Asselborn wollte Präsident Wladimir Putin „physesch eliminéiert“ haben (*Radio 100,7*, 2.3.22). Doch Oligarchen waren eine gern gesehene Kundschaft. Pflichtbewusst griff DP-Premier Xavier Bettel zum Telefon. Versuchte, „mat deene klenge Moyen, déi ech och hat, tëschent dem President Selensky an dem President Putin Gespréicher ze hunn. Ech hunn och Tëlefongsgespréicher all Woch gehat. Stonne laang“ (*RTL*, 20.8.25).

Doch Diplomatie war verpönt. Auch hierzulande. „Mir wëllen lech weiderhi mat Waffeliwwerungen ënnerstëtzen.“ Versprachen die Grünen den Ukrainern im Parlament. „Fir dass Dir dëse Krich gewanne kënn“ (2.6.22). Friede war Defaitismus. Verhandeln war Verrat. Nach zwei Jahren Sterben im Stellungskrieg rief die LSAP zum Durchhalten auf: „A kommt, mir loossen eis och elo net an d’ler féiere vun deene falsche Friddensapostelen, déi elo Verhandlungge fuerderen“ (27.2.24).

US-Präsident Donald Trump versteht mehr von Imperialismus. Er begann Gespräche zur Beendigung des Blutvergießens. Ein Zeichen dafür, dass die Ukraine den Krieg verloren hat. Die USA kennen sich aus. Sie haben schon viele Kriege verloren. Sie halten eine Fortsetzung für unergiebig.

Die USA, die Europäische Union glaubten nie an einen ukrainischen Sieg. Sie wollten die Gelegenheit zur Schwächung Russlands nutzen. Die Europäische Union begann einen Wirtschaftskrieg. Erdgas und Strom wurden teurer. Nächsten Monat will die Europäische Kommission ein 19. Sanktionspaket verabschieden. Die 18 zuvor waren nicht so ergiebig.

Die Europäische Union wollte Wladimir Putin wie einen Aussätzigen behandeln. Sie wollte nie mit ihm über die Zukunft Europas reden. Das kam den USA gelegen. In Alaska rollten sie dem russischen Autokraten den roten Teppich aus. Donald Trump empfing ihn als seinesgleichen. Um mit ihm über die Zukunft Europas zu reden. Macron, Merz, Starmer dürfen im Vorprogramm auftreten.

Kriegsursache bleibt die Osterweiterung der Nato. Im November freute sich Xavier Bettel in seiner außenpolitischen Erklärung: Der Nato-Gipfel in Washington habe sich „drop gëeenegt, dass d’Zukunft vun der Ukrain an der Nato ass“. Nun bieten die USA Russland einen Verzicht auf die Nato-Mitgliedschaft der Ukraine an.

„Luxembourg remains steadfast in its support for UA territorial integrity.“ Twitterte Xavier Bettel am 24. Februar auf X. Luc Frieden fand am 17. August bei *RTL*, dass „een, deen e Land iwverfall huet, nämlech Russland, net dofir ka belount ginn“.

Nun bieten die USA Russland an, die Grenzen mit der Ukraine zu überdenken. Niemand ist willens oder fähig, die besetze Ostukraine zurückzuerobern. Binnen 48 Stunden wurde Luc Frieden einsichtig: „Grenze kéinten op alle Fall net duerch Gewalt geréckelt ginn“ (*RTL*, 19.8.24). Vielleicht durch sanften Druck aus Washington.

„Wa mer elo dofir suergen, datt den Här Putin zu Séngem kënn“, warnte LSAP-Abgeordneter Yves Cruchten, „da steet e geschwënn un eiser Grenz“ (*RTL*, 15.3.25). Herr Putin kommt nun zu Seinem. Herr Trump auch: Er hat schon einen „minerals deal“ mit der Ukraine in der Tasche.

Und Frau Backes? „D’Gefor ass reell. Russland ass eng reell Gefor fir eis alleguerten.“ Hämmerte die Verteidigungsministerin den *RTL*-Zuhörerinnen ein (3.3.25). Um die maßlosen Militärausgaben zu rechtfertigen. Ein Friedensabkommen mit dem *Ennemi* droht, die Kriegsangst zu besänftigen: die Bereitschaft, drei Milliarden Euro jährlich zu verpulvern.

Russland sicherte sich Einfluss in der Ukraine. Die USA führen einen Handelskrieg gegen die Verbündeten. Im Kampf um Märkte, Billiglöhne, Rohstoffe, Hinterhöfe zählt die Europäische Union zu den Verlierern des Ukrainekriegs. Damit auch die besitzenden Klassen hierzulande. Die Frieden, Bettel, Backes, ihre Kriegsapostel konnten ihnen keine Hilfe sein. Sie können es nicht einmal eingestehen. ● ROMAIN HILGERT

Sur la route de Schrassig

IIII Léo-Paul Hoffmann

Richard Malpas publie sous pseudonyme* le récit de son séjour dans les geôles luxembourgeoises



Rapide coup d’œil d’une cellule à Schrassig

Richard Malpas, né en 1987, n’était pas censé passer par la case prison. Sa situation familiale, fils d’intellectuels, lui laissait entrevoir un avenir plus classique, peut-être une vie paisible de fonctionnaire dans son pavillon en banlieue d’une capitale européenne. Mais le déterminisme social a aussi ses failles.

À deux ans, ses parents quittent la Belgique par manque d’opportunités professionnelles, et s’installent au Luxembourg. Arrivé dans le Nord du pays, proche du Mullerthal, Richard Malpas peine à s’intégrer. « Il fallait que j’apprenne deux nouvelles langues qui m’étaient complètement inconnues, ce qui me semblait impossible », raconte l’auteur au *Land*. Cette différence, fait de lui une cible facile pour ses camarades de classe qui le harcèlent au quotidien. À tel point que Richard finit l’école primaire de l’autre côté de la Moselle, en Allemagne, où il obtient d’excellentes notes qui lui permettent d’entrer au Lycée classique.

De retour au Luxembourg, Richard est envoyé en internat où il a de nouveau des difficultés à s’intégrer. Il pratique désormais un luxembourgeois rudimentaire avec un accent allemand prononcé. Mais son français ne s’est pas amélioré depuis son départ outre-Moselle : « Quand j’étais en Allemagne, on m’appelait ‘le Luxembourgeois’, au Luxembourg on m’appelait ‘le Belge’ et en Belgique, on disait que j’étais Luxembourgeois. C’était très perturbant comme enfance ».

C’est en internat que Richard Malpas « commence à faire des bêtises » et vire à la délinquance. Harcelé par ses camarades du lycée, il passe ses journées dans le bar d’en face, et socialise avec les dealers du coin : « À l’époque, l’endroit était rempli de criminels. Il y avait des dealers partout et la police ne venait jamais », relate-t-il. « Mes camarades de classe recevaient beaucoup d’argent de poche, portaient des habits de marques et parlaient luxembourgeois. Moi j’étais celui qui ramenait du cannabis pour m’intégrer ». Au fur et à mesure, Richard développe une addiction pour le produit, qu’il doit vendre afin de financer sa propre consommation. C’est donc dans ce bar, autour d’une table de baby-foot, que Richard forge des connaissances qui lui serviront au fil de sa carrière de criminel.

Encore inconscient du chemin qu’il emprunte, Richard passe très peu de temps à l’intérieur du lycée et préfère fumer des joints dans la cour : « À ce moment, je ne réalise pas. Je développe une mentalité qui justifie tout ce que je fais. Ces trois années d’internat ont réveillé en moi certains traumatismes initiés en primaire, je ressentais une haine envers la société qui me rejetait ».

À 17 ans, l’armée lui ouvre ses portes. Les défis proposés par la grande muette ne l’intimident pas : « Je me disais qu’après toutes les tortures subies à l’internat, l’armée allait bien me faire rigoler. Et puis il y avait cette idée d’être enfin reconnu par la société. »

Sans diplôme secondaire, Richard Malpas plafonne au grade de sous-officier. Grâce à une nouvelle hygiène de vie et une confiance retrouvée, il met fin à son expérience militaire un an plus tard avec l’intention de reprendre ses études. Richard décroche un contrat à durée déterminée dans une banque pendant quatre mois avant d’apprendre qu’il ne sera pas prolongé. Malheureusement, il est rattrapé par ses anciennes fréquentations et retombe dans la consommation de cannabis. S’y ajoute l’alcool. Un voisin lui propose alors de revendre de l’herbe pour arrondir ses fins de mois. Une aubaine pour l’ancien militaire qui a toujours l’âme du commerçant, surtout que la vente de shit n’entre pas en contradiction avec ses valeurs morales. Richard dispose d’un carnet d’adresses fourni pour sa situation : ses clients sont majoritairement des « fonctionnaires et des gens avec beaucoup d’argent qui achètent des grandes quantités de produits ».

Richard raconte dans son livre, *P2 : un an dans les prisons luxembourgeoises*, la période d’enfer qui s’ensuit. Une double dépendance qui le rend « complètement parano » et précipite le dealer en dépression. De plus, son voisin, jaloux de son chiffre d’affaires, invente une dette et le menace de mort. Richard ne sort plus, ne dort plus, passe ses journées à fumer et ne parle qu’aux clients qui passent chez lui pour récupérer leur commande. Tous les soirs, il tourne en rond dans son salon, sursaute lorsqu’il entend des bruits de porte, et craint que, un jour, des trafiquants armés franchissent le pallier pour lui régler son compte.

En définitive, à la fin des années 2000, c’est la police qui l’attrape. Pour Richard, c’est un soulagement : « Ma première réaction a été : Voilà, maintenant c’est fini, et je vais pouvoir passer à autre chose et me reconstruire. »

Son livre relate son histoire à travers différents portraits de ses co-détenus. On y accompagne ses rencontres et sa réinsertion sociale qui se fait d’abord au sein de Schrassig. Dans cette prison, Richard est, pour la première fois, reconnu comme Luxembourgeois au Luxembourg. « J’étais le seul à parler la langue, je devenais donc le scribe officiel du bloc et tout le monde me considérait ». En effet, les détenus dont Richard dresse le portrait sont tous étrangers et la plupart ont connu des parcours improbables avant d’atterrir dans une cellule luxembourgeoise. Au fil des rencontres, Richard prend du recul sur sa situation et se reconstruit grâce aux histoires de ses co-détenus.

Au *Land*, Richard explique qu’avec son bouquin, il veut déconstruire « les préjugés qui existent sur les taulards » avant d’ajouter, ironique : « Aujourd’hui, je travaille dans le domaine de la finance, il y a beaucoup plus de crapules là qu’en prison. » ●

*Il refuse de dévoiler son identité

Nachrichten aus der Datscha

IIII Frédéric Braun

Tatiana und Vassili sind 2022, einen Monat nach Kriegsbeginn, aus Dnepr nach Luxemburg geflüchtet. Besuch in Mutfort vor dem ukrainischen Nationalfeiertag

Es ist ein strahlender, warmer Sommermorgen in Mutfort. Lächelnd empfängt uns Vassili, Schnurrbart und buschige Augenbrauen, vor dem Haus, das er und seine Frau Tatiana seit nunmehr dreieinhalb Jahren bewohnen, und führt uns gleich, einen Stock fest in der Hand, in den schattigen, ruhig gelegenen Seitengarten, wo seine Frau und er Blumen und Gemüse anpflanzen. Stolz zeigt uns Vassili, wie dort seine „Agurtschik“ (Gurken) gen Himmel wachsen, während er über das Handy in seiner Hemdtasche ukrainische Nachrichten hört. Vor einem kleinen, aber üppigen Wald von Tomaten entlang der Seitenfassade zieht seine Frau unter abgeschnittenen Wasserbehältern behutsam Jungpflanzen heran. Etwas weiter wächst Dill in einem Topf. Im hinteren Garten hat Vassili aus Holzbalken sorgfältig zwei Hochbeete gezimmert.

Da erscheint Tatiana auf der Terrasse. Für den Fototermin hat sie eigens ein himbeerfarbenes, leuchtendes Sakko angezogen. Die selbstbewusste, resolute Seniorin stammt ursprünglich aus Sibirien, wo sie ihren späteren Ehemann in der Abendschule von Omsk kennenlernte. Damals arbeitete sie dort als Laborantin, während er, der tagsüber als Dreher in der Fabrik sein Geld verdiente, dort seinen Schulabschluss nachholte, um später Wirtschaft zu studieren. Nach Omsk kam Vassili als Kind, zusammen mit seiner Mutter. Hier traf sie auf seinen Vater, den Stalin ins sibirische Exil deportiert hatte. Nunmehr war er aus der Lagerhaft entlassen worden, durfte jedoch Russland nicht verlassen. Später wurde der Vater vollständig rehabilitiert. Auch Tatiana sollte studieren und arbeitete später als Physik- und Mathematik-Lehrerin. „Wir alle hatten damals einen großen Wissensdurst und wollten unbedingt studieren“, erinnert sie sich. Als beide ihr Diplom erhielten, waren sie bereits junge Eltern.

Vassili hält sich mit einem Arm am Terrassengeländer fest. Seit einer Corona-Infektion hat er Atembeschwerden. Eine

Als die Sowjetunion Geschichte war, dachte man nicht an so etwas wie Nationalstolz

genaue Diagnose fehlt. An die medizinische Betreuung in Luxemburg, an die langen Wartezeiten und den Ärztemangel müssen sich die beiden noch gewöhnen. Und ans Wetter. Das sei in ihrer ukrainischen Heimat stets besser gewesen, meint Tatiana. Eigentlich war das auch der entscheidende Faktor, warum die beiden damals aus Omsk wegzogen, Mitte der 70-er Jahre. „Mir war stets kalt in Omsk, und Kiew hatte ich durch eine frühere Reise in guter Erinnerung“, sagt Tatiana.

Die eigene Wohnung hat man dafür kurzerhand gegen eine andere getauscht. Das ging in der Sowjetunion – vorausgesetzt, die Wohnung war staatlich, und man fand jemanden, der bereit war, sie gegen die eigene Wohnung einzutauschen. „Man ging in die Tauschagentur, dort lag ein dickes Buch mit allen zum Tausch angebotenen Wohnungen, und man suchte sich eine aus.“ Teilweise standen die Menschen Schlange;

teilweise sind über diesen Weg regelrechte Tauschringe entstanden – so auch in Vassili und Tatianas Fall. Fündig wurden sie nämlich in Dnepropetrowsk (wie Dnepr früher hieß) da von dort ein Hausbewohner nach Bachtschyssaraj auf der Krim, und von Bachtschyssaraj jemand nach Sumy, und aus Sumy jemand nach Omsk habe umziehen wollen. Das alles ohne Internet, erzählt Vassili amüsiert, während er seine Hände auf den Stock legt und lächelt.

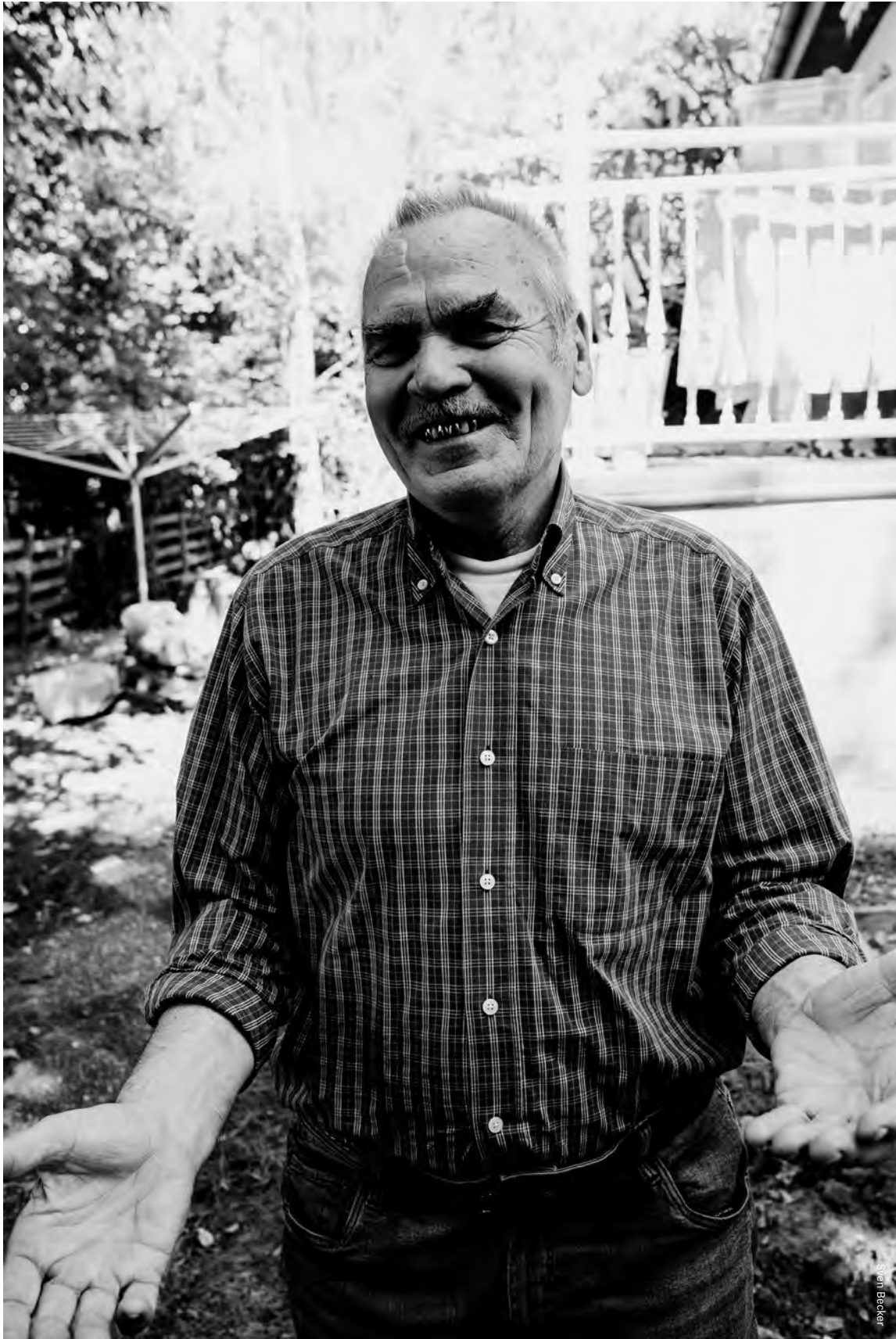
Existenzängste oder gar Sorgen habe man damals eigentlich keine verspürt. Und auch Arbeit gab es überall, sagt Tatiana. Trotzdem hege sie keine Nostalgie für diese Jahre. „Damals waren alle in der Partei und auch ich war Kommunist, da man nur als Mitglied beruflich aufsteigen konnte“, erzählt Vassili, der sich noch gut an die montäglichen Politstunden in der Fabrik erinnert, an den vorsichtigen Optimismus und daran, dass alle in die Hände klatschten, als Gorbatschow im Fernsehen zu ihnen sprach. Als die Inflation durch die Decke ging und die Lebensmittel rationiert wurden, wurde Vassili erfinderisch. „Nebst Lebensmitteln standen einem monatlich zwei Flaschen Wodka und zwei Päckchen Zigaretten zu. Da ich selbst aber weder trank noch rauchte, tauschte ich beides gegen Baumaterial für meine Garage.“

Als die Sowjetunion bereits Geschichte war und sie das erste Mal ihre ukrainischen Pässe in den Händen hielten, hätten sie dabei nichts Besonderes verspürt. An so etwas wie Nationalstolz dachte man nicht. Auf Kiew, von wo aus man ab jetzt regiert wurde, blickte man zuversichtlich. Und auch nach Russland sei man weiterhin regelmäßig gefahren. Zwar habe man die Grenzkontrollen mit Befremden wahrgenommen – einmal seien ihnen sogar die russischen Zollbeamten zu den Verwandten nach Hause gefolgt, meint Tatiana, aber man blieb Nachbarn.

[...]



Vassili und Tatiana in ihrem Garten



Sven Becker

Irgendwann nach Hause fahren, davon träumt Vassili schon

[Fortsetzung von Seite 9]

Zu Sowjetzeiten hätten sich alle Teilrepubliken in gegenseitiger Abhängigkeit befunden, meint Vassili, der seine Parteikarte noch zu Hause in der Schublade aufbewahrt: „Das Volk ist stets eins gewesen. Bloß die Politik sei auf einmal in die falsche Richtung gegangen.“ Ohne Nato-Osterweiterung und mit einer klugen Sprach- und Religionspolitik wäre es gar nicht erst zum Krieg gekommen, ist sich Vassili sicher. 2013 standen einer Umfrage zufolge noch 70 Prozent einem NATO-Beitritt ablehnend gegenüber, erinnert er sich. Im Übrigen hätte es früher eigentlich kaum einen Anreiz gegeben, Ukrainisch zu lernen: „Sehen sie, ich bin ja selbst russischsprachig aufgewachsen; mein Ukrainisch habe ich über die Jahre verlernt – und es wird mich ja wohl keiner zwingen mich jetzt noch umzustellen.“ In den Jahren, als sie zusammen in die Ukraine zogen, hätten sowohl Ukrainisch als auch Russisch auf dem Schulplan gestanden. Irgendwann sei Ukrainisch aber nur noch Wahlfach gewesen, erinnert sich Tatiana.

Die spätere bewusste Förderung der ukrainischen Sprache nach der Unabhängigkeit der Ukraine veränderte die Wahrnehmung: Russischsprachige erschienen zunehmend als Minderheit. „Ich denke, das war ein großer Fehler und deswegen kann der Kreml heute behaupten, dass in der Ukraine viele Russen lebten, die man befreien müsste“, sagt Tatiana. „Im Übrigen gibt es ja noch andere Länder, in denen russischsprachige Menschen leben. Wer weiß, vielleicht geht Putin ja weiter und wird diese auch noch angreifen?“

Tatiana hat jedenfalls schon 2014 den Kontakt zu ihrer Schwester in Russland abgebrochen, da diese wie viele lieber an das glaubt, was im Fernsehen erzählt wird. „Es ist mir schleierhaft, wie ein Mensch sich derart zombifizieren kann. Und dabei ist sie ja nicht irgendeine Babuschka, die in einem abgelegenen Dorf ohne Verbindung

zur Welt lebt – sie ist eine hochgebildete Person!“, entrüstet sich Tatiana.

Als Russland schließlich im Februar 2022 in die Ukraine einfiel, saß der Schock tief. Am 11. März schlugen drei Raketen in Dnepr ein. Tags darauf entschlossen sich Tatiana und Vassili zur Flucht. „Unsere Tochter hat schon länger darauf bestanden, dass wir das Land verlassen, aber es fiel uns schwer“, gibt Tatiana zu bedenken. Im Bahnhof von Dnepr standen bereits fünf Züge, in denen Flüchtlinge wie in „Konservendosen“ aufeinander gequetscht saßen, erinnert sich Vassili. Ihre Koffer seien weggeschmissen worden – dafür war kein Platz. Nur kleines Gepäck war erlaubt. Um gegen die klirrende Kälte in jenem März anzukämpfen, zündeten die Menschen Feuer im Bahnhof an, um sich während der Warterei aufzuwärmen.

Schließlich brachte sie ein Zug in die Westukraine. Für die kurze Fahrt von Lwiw bis nach Polen habe ihr Zug die ganze Nacht gebraucht, derart viele Menschen seien an der Grenze versammelt gewesen. Die Zöllner waren hoffnungslos überfordert. Manche waren kopfüber aus den Kriegs-

Dass bei dem russisch-amerikanischen Gipfeltreffen in Alaska nicht viel herauskommen konnte, darüber war man sich in Mutfort bereits im Vorfeld im Klaren

gebieten geflüchtet und trugen überhaupt keine Dokumente bei sich. Gerührt erinnert sich Vassili an die Freiwilligen in Polen, die sie nach Überquerung der Grenze mit „Vareniki“ (eigentlich polnische Piroggen) fütterten – ihre erste Mahlzeit, seit sie Dnepr verlassen hatten.

Von dort ging es mit Transporten über Berlin quer durch Deutschland bis nach Belgien. Überall halfen Freiwillige ihnen bei der Orientierung. Der Transport war gratis. Schließlich kamen sie in Luxemburg an, wo sie drei Monate in einem Auffanglager verbrachten, bevor eine etwa gleichaltrige Frau aus Mutfort die beiden schließlich bei sich zuhause aufnahm.

An Luxemburg gefällt ihnen, dass hier so viele Nationalitäten an einem Ort zusammenlebten. Bloß das mit der Verständigung sei manchmal schwierig, meint Vassili. „Dafür gibt es doch Google Translate“, meint dazu Tatiana, die auch eine Zeit lang als Programmiererin gearbeitet hat, ihre ukrainische Pension übers Handy bezieht und sich wundert, dass man in Luxemburg noch so viel auf Papier setze.

Tatiana hat in dreieinhalb Jahren aus Samen ein sechsblättriges Magnolienbäumchen herangezogen. „Den nehme ich irgendwann wieder mit nach Hause in meine Datscha“, scherzt sie. Ein Bekannter hat ihnen Fotos von dort geschickt. „All unsere Sträucher sind vertrocknet, weil niemand sie pflegt. Es tut mir weh, das mitanzusehen“, seufzt Vassili.

Ein Nachbar aus Mutfort schenkte ihm einen alten Rasenmäher, der allerdings bereits nach kurzer Zeit den Geist aufgab. Vassili hat das Gerät erst in seine Einzelteile zerlegt und anschließend das defekte Teil „für 5 Euro auf Amazon bestellt“. Seitdem funktioniere er einwandfrei. Auch eine Heckenschere hat Vassili im Altwarenhandel auftreiben können. Diese hätte funktioniert, sich aber anschließend nicht mehr abstellen lassen. Aber auch die hat er schließlich repariert. Jetzt schneide er seine Hecken selbst. „Zolotie ruki“: Hände aus Gold, meint dazu Tatiana, die glücklich ist, dass die beiden in einem Haus mit Garten und nicht in einer Wohnung leben. Am liebsten würde Tatiana der Gemeinde Contern bei Gartenarbeiten helfen. Wenn sie an den begrünten Verkehrsinseln vorbeigehe, müsse sie sich immer zusammenreißen, um nicht selbst das Unkraut herauszureißen.

In der Sowjetunion gab es den *Subbotnik* (wörtlich Samstagsarbeit): freiwillige, im Bewusstsein gesellschaftlicher Notwendigkeit erbrachte, unentgeltliche Arbeit. „Zum Beispiel am 22. April an Lenins Geburtstag“, wie sich Vassili erinnert. „In Sibirien war es zu jener Jahreszeit noch kalt, und wir haben die Bürgersteige mit Eispickel befreit.“

Das Leben in Luxemburg möge man, auch die Nachbarn seien freundlich. Es fehle an nichts, bloß irgendwann nach Hause fahren, davon träumen sie schon. Dass bei dem russisch-amerikanischen Gipfeltreffen in Alaska nicht viel herauskommen konnte, darüber war man sich in Mutfort bereits im Vorfeld im Klaren. „Wahrscheinlich haben die beiden sich nur darauf verständigt, was Putin bekommt und was Trump“, meint Tatiana resigniert. Damals, als die Ukraine unabhängig wurde, habe ihr Land im Rahmen des Budapester Memorandum sein Atomwaffenarsenal an Russland übergeben und dort zerstören lassen, weiß Tatiana noch genau. Jetzt verlange Russland Sicherheitsgarantien. Tatiana findet das „absurd“.

Aber auch von Selenskyj ist Tatiana enttäuscht. „Ich habe ihn gewählt, aber ein zweites Mal werde ich ihn nicht wählen“, meint sie. Als der Krieg begann, sei Kiew nicht ausreichend militärisch befestigt gewesen. Bürger hätten eigenhändig Barrikaden errichten müssen, um den Vormarsch der russischen Truppen zu verlangsamen. „Und dann die Korruption.“ Zwar laufe die heimische Waffenproduktion mittlerweile auf Hochtouren, aber nur weil ein erheblicher Teil dieser Produktion aus dem privaten Sektor komme, wie Tatiana weiß, deren Stadt Dnepr die sowjetische Rüstungs- und Raketenindustrie beherbergte. Gegen Russland zu kämpfen, davon raten die beiden dennoch ab. „Kämpfen auf keinen Fall; das würde zu einem globalen Krieg führen“, ist sich Vassili sicher. Aber bewaffnen müsse sich Europa – abschrecken, sagt Tatiana. „Man muss sich vorbereiten. Die EU hat derzeit keine Waffen mehr. Auch die Ukraine war 2022 nicht bereit, aber mit einem Nachbarn wie Russland muss man auf alles gefasst sein.“

Zum Abschied gibt es dann noch eine Tüte Tomaten aus eigener Ernte. Und man wünscht bei so viel Gastfreundschaft, dass die Götter auch in Zukunft ihre schützende Hand über diese ukrainische Version von Philemon und Baucis halten mögen. ●



Sven Becker

Pour les vieux aussi

IIII France Clarinval

Les auberges de jeunesse connaissent une belle croissance grâce à une clientèle élargie

Mardi après-midi, assis à la terrasse de l'auberge de jeunesse de Luxembourg, Karl écrit des cartes postales. Ce jeune allemand effectue un tour d'Europe en train. Luxembourg est sa dernière étape avant de rentrer chez lui, près de Mayence. « Presque dans toutes les villes, j'ai dormi dans des auberges de jeunesse. C'est moins cher que les hôtels, mais surtout, ça me permet de rencontrer du monde alors que je voyage seul. » En une phrase, l'étudiant a résumé la philosophie qui guide le réseau des auberges de jeunesse depuis plus de cent ans : « Faciliter la rencontre des jeunes de tous les pays sans distinction d'origine, de nationalité, de sexe, de religion ou d'opinion politique et de développer ainsi une meilleure compréhension des autres, tant dans leur pays qu'à l'étranger ».

L'acte de naissance du mouvement des auberges de jeunesse internationales en 1909 se lit comme un conte. Cette année-là, l'instituteur allemand Richard Schirrmann a été surpris par un violent orage lors d'une randonnée de plusieurs jours avec sa classe. Personne ne voulait accueillir les jeunes trempés jusqu'aux os. Le groupe a finalement trouvé refuge dans une école vide. L'enseignant décide alors de mettre en place un réseau de lieux où les jeunes pourraient passer la nuit en toute sécurité lors de leurs excursions, notamment dans les salles de classe inutilisées pendant les vacances.

En 1912, Schirrmann crée la première auberge de jeunesse dans sa propre école à Altena, en Westphalie. Peu après, celle-ci est remplacée par une auberge permanente dans le château médiéval de la même ville. C'est le début d'un réseau qui va se développer en Allemagne, puis dans le reste de l'Europe et du monde. Aujourd'hui, la fédération internationale regroupe plus de 2 600 auberges de jeunesse dans 57 pays et compte 2,8 millions de membres.

Le Luxembourg a suivi le mouvement avec l'ouverture d'une première auberge de 34 lits dans une villa inhabitée de l'aciérie de Steinfort en 1933. Remich, Clervaux et Mersch ont grossi les rangs, puis, en 1935, la capitale ouvrait la sienne dans un bâtiment municipal, celui du stade de Luxembourg.

Depuis ses débuts, la philosophie du mouvement des auberges de jeunesse était de promouvoir la vie en communauté, la découverte du monde, l'ouverture d'esprit, le respect de la nature et la tolérance, notamment auprès de jeunes défavorisés qui avaient peu de moyens pour voyager. Des valeurs qui ont séduit le jeune économiste qu'était Carlo Hemmer (le fondateur du *Lëtzebuurger Land* en 1954) : il crée la Ligue des auberges de jeunesse luxembourgeoises en 1934 et pousse à son adhésion à l'International Youth Hostel Federation (aujourd'hui appelée Hostelling International).

Après la Guerre, des anciennes auberges détruits sont reconstruites ou réhabilitées. En 1946, le réseau luxembourgeois comprend six infrastructures : Ettelbrück, Luxembourg-Pfaffenthal, Neumühle, Rodange, Wiltz. Les 148 lits totalisent 10 000 nuitées cette année-là, le début de l'âge d'or. Dans les années cinquante, de nouvelles ouvertures ont lieu à Bourglinster, à Beaufort et à Bettborn. « Carlo Hemmer convainc l'État d'acheter le château de Hollenfels et de le laisser aux auberges de jeunesse pour un loyer symbolique », lit-on dans un historique sur le site *youthhostel.lu*. L'État offre aussi un terrain à Lultzhausen au bord du lac de la Haute Sûre quand l'auberge de Neumühle disparaît à cause du barrage. Au milieu des années 1970, le cap des 100 000 nuitées est franchie. Ce nombre de nuitées restera à peu près stable, malgré plusieurs

[...]

Wirtschaft

Tous les âges
et tous
les profils
se pressent
dans les
auberges de
jeunesse



À l'entrée de l'auberge au Pfaffenthal

[Suite de la page 11]

fermetures de sites dans les années 1980 (Clervaux en 1981, Rodange en 1982). 130 000 nuitées sont atteintes en 1993, une année record avant de connaître une période de vaches maigres et de remise en question.

À l'orée du 21^e siècle, le tourisme a évolué : les vols low cost apparaissent et rendent accessibles des destinations où l'hôtellerie est bon marché, les exigences de confort de la clientèle s'en trouvent renforcées. Les voyageurs ne veulent plus des grands dortoirs et des douches communes. Ils ne s'embarrassent plus de leur linge de lit, demandent plus de services, des horaires flexibles, des repas plus équilibrés. Parallèlement, la législation en matière de sécurité dans les structures d'accueil pour jeunes est renforcée, ce qui demande des rénovations profondes. « Presque sans s'en apercevoir, le mouvement a glissé dans une grave crise. Les réserves financières des bonnes années avaient été négligées et la baisse du nombre de nuitées a contribué à voir l'atmosphère au sein de l'association se détériorer », dévoile l'historique de l'association. Une nouvelle équipe arrive à la tête de l'asbl en 1996 « lors d'une assemblée générale turbulente ». Elle négocie avec les propriétaires respectifs des auberges (État ou communes) pour financer les rénovations nécessaires. Misant sur la professionnalisation de la structure, elle développe des formations du personnel et introduit des normes de qualité. La promotion des programmes d'activités et la réservation en ligne ont aussi été lancés au gré des avancées technologiques.

« Les auberges de jeunesse sont passées de l'ère des parents aubergistes et des grands dortoirs à des établissements de services modernes, tout en conservant leur mission caritative et éducative », constate Peter Hengel, face au *Land*. Depuis 2019, il dirige l'asbl Auberges de jeunesse luxembourgeoises, après cinq années passées à la tête de celle de Luxembourg-ville. Cette évolution se lit dans les chiffres. En 2024, les 1 100 lits des huit établissements en activité ont enregistré 161 748 nuitées, soit une augmentation de 4,7 pour cent par rapport à 2023 et un niveau record qui dépasse les chiffres d'avant Covid. Les auberges de jeunesse ne représentent que 8,5 pour cent de l'ensemble des nuitées du pays (hors camping).

« On atteint un plafond, pour progresser, il faut plus de lits », explique le directeur. Il se réjouit notamment du lancement prochain des travaux à Ettelbruck (« ville natale de Carlo Hemmer », s'empresse-t-il de préciser) où une auberge flambant neuve de 120 lits verra le jour au-dessus de la nouvelle gare, « d'ici à 2028 ou 2030 ». À Vianden, les travaux sont en cours pour transformer le cloître des Trinitaires et doubler la capacité. À Hollenfels, l'auberge de jeunesse est en rénovation avec l'aide du centre écologique du Service national de la Jeunesse. Et à Luxembourg-ville, une annexe en construction dans le parc Odendahl ajoutera 55 lits, tout près du bâtiment actuel. Le directeur note aussi que l'évolution positive de la fréquentation et la professionnalisation des structures ont permis à l'association d'augmenter son effectif pour atteindre 300 employés (dont la moitié dans les six maisons relais gérées par

l'asbl). Pour l'année 2024, l'association affiche 13,4 millions d'euros de chiffre d'affaires. Les frais de personnel représentent 6,5 millions.

La fréquentation ne reflète plus tout à fait la mission initiale qui visait les jeunes, le public s'étant considérablement diversifié (depuis le début des années 1990, la limite d'âge de 26 ans a été abolie). Les jeunes voyageurs individuels (moins de trente ans) représentent un petit quart (23 pour cent) des visiteurs, à peine plus que les individuels plus âgés (21 pour cent). Les voyages collectifs comme les classes de tous âges, les associations de loisirs (colonies, scouts, randonneurs), les groupes de sport ou de musique, les séminaires de formation pèsent pour 46 pour cent des séjours. Restent à peine neuf pour cent de familles et un pour cent de personnes logées par les services sociaux.

Les voyageurs de moins de trente ans ne représentent qu'un quart des nuitées des auberges de jeunesse

La présence de nombreux groupes, notamment scolaires, explique que les Luxembourgeois sont les premiers clients des auberges, avec 28 pour cent des nuitées. L'année dernière, le nombre d'Allemands (seize pour cent) a dépassé celui des Belges (treize pour cent). La stratégie de communication, notamment lors de la foire de tourisme à Berlin porte donc ses fruits. Les voyageurs extra-européens sont moins bien représentés, mais sont en augmentation régulière, notamment les Indiens et les Chinois. Exemple avec Hua, la cinquantaine sportive, qui passe deux nuits à Luxembourg pour « visiter les châteaux ». Partager sa chambre avec deux inconnues ne la dérange pas : « Tout le monde est calme et respectueux ».

Sans surprise, l'auberge de la capitale, située au Pfaffenthal concentre 41 pour cent des nuitées. La plus grande du pays, avec 249 lits connaît aussi moins de variation saisonnière que les autres. Cependant la durée moyenne de séjour est à peu près la même partout, tout juste en dessous de deux jours, sauf à Esch où elle monte à 2,2 jours. L'association a volontairement restreint les longs séjours pour éviter que des personnes en recherche de logement y passent plusieurs mois. « Après sept jours, il faut une pause d'au moins une nuit et la limite est de trente nuitées par an. Nous devons rester un hébergement pour touristes », détaille Peter Hengel.

Généralement, les chambres peuvent accueillir quatre à six personnes, « selon la disponibilité, les clients peuvent faire la demande d'y dormir seulement à deux, moyennant un supplément ». Selon l'âge et la taille des bâtiments, les sanitaires ne sont pas toujours dans les chambres, même si la demande est de plus en plus fréquente. Le directeur avertit : « L'aménagement des chambres est le même depuis toujours : lits, tables, armoires qui ferment à clé. Mais pas de télévision ou de mini-bar. L'auberge est un lieu de rencontre avec des salles communes et des activités. » À Luxembourg, les visiteurs disposent d'un beau salon avec grand écran, billard et baby-foot. Au restaurant, une table sociale est réservée « avec des jeux de société et sans portable ». On n'est plus à l'époque où tout le monde chantait *Kumbaya* autour d'une guitare, mais la sauce prend certains soirs. « Ce mélange de publics fait le sel de nos auberges », s'enthousiasme le directeur. Il n'aime rien tant que de voir des personnes âgées de l'hospice voisin deviser avec une jeune maman autour d'un café. Le restaurant Melting Pot, ouvert à tous, illustre cette convivialité : pour 16 euros le repas complet, nombre de travailleurs du quartier en ont fait leur cantine.

À l'heure où les guides de voyage et les sites d'hébergement vantent « l'expérience », les auberges de jeunesse affichent bien des atouts, d'autant que leurs prix restent très contenus et sont stables toute l'année. À Luxembourg, la nuit démarre à 32 euros pour les membres. Avec les suppléments pour une occupation seul et une salle de bain, la chambre revient à 60 euros pour les non-membres. Cela reste très en dessous des hôtels classiques. De plus en plus la réservation des chambres s'effectue en ligne sur les plateformes internationales. *Booking.com* fournit pas moins de 28 000 nuitées, plus que le site local *youthhostels.lu* (autour de 20 000). Plus ciblé, *hostelworld.com* génère tout de même plus de 10 000 nuitées. « On ne peut pas se passer de ces sites », reconnaît le directeur.

La formule d'hébergement collectif séduit aussi les investisseurs hôteliers. Depuis une quinzaine d'années, les auberges de jeunesse, associatives et non lucratives, affrontent la concurrence d'acteurs privés et de leurs « hostels ». Ces établissements modernes et branchés proposent à la fois des dortoirs et chambres individuelles, le tout dans un décor design, avec bars, restaurants et animations (concerts, DJ sets...). Dans les grandes villes européennes, les enseignes The People (dans le giron du fonds d'investissement Eurazeo), Jo&Joe (une marque du groupe Accor), Generator ou Central se multiplient.

Le Luxembourg est encore épargné par le phénomène, mais Peter Hengel prêche pour sa chapelle : « Les auberges membres de Hostelling International garantissent des standards et des règles de conduites comme l'attention à l'environnement ou le respect de la diversité. Les normes de qualité sont régulièrement contrôlées. » Pour garder leur attrait, les auberges luxembourgeoises affûtent leur offre : Activités sportives (mur d'escalade, tir à l'arc, kayak, paddle), animations de groupes ou organisation d'anniversaires. « Nous misons sur l'innovation tout en ne perdant pas de vue notre mission de favoriser les rencontres entre cultures et générations », conclut le directeur. ●

Radiographie des NEET

IIII Georges Canto

Leçons tirées d’un rapport des Nations unies sur les personnes exclues de l’emploi, de l’enseignement et de la formation

Les difficultés persistantes des jeunes à s’insérer sur le marché du travail sont une source permanente d’inquiétude pour les dirigeants de nombreux pays européens. En mai 2025, près de trois millions de 18-25 ans étaient sans emploi dans l’UE, soit un taux de chômage moyen de 14,8 pour cent, de neuf points supérieur à celui de l’ensemble de la population active. La moyenne se révèle peu significative compte tenu des fortes disparités entre les différents pays de l’UE : il existait ainsi un écart d’environ un à quatre entre l’Allemagne (6,9 pour cent) et l’Espagne (26,5 pour cent). Cinq pays, dont le Luxembourg (21,4 pour cent) affichaient un taux supérieur à vingt pour cent.

Mais le mode de calcul donne notoirement une image très dégradée de la réalité*. Pour mesurer le phénomène au niveau mondial, l’Organisation internationale du travail (OIT), qui dépend des Nations unies, préfère un autre indicateur, le nombre de jeunes sans emploi qui ne sont pas non plus en éducation ou en formation, plus connu sous son acronyme anglais de NEET (pour *not in employment, education or training*). Les chiffres publiés le 12 août 2025 dans la dernière édition du rapport biennal de l’OIT intitulé « Tendances mondiales de l’emploi des jeunes », portant sur 110 pays ou territoires (hors Chine) rassemblant plus de la moitié des jeunes vivant sur la planète, montrent que, si dans la plupart des pays, une amélioration de la situation, quoique modeste, a eu lieu, les plus pauvres connaissent une dégradation préoccupante. Qui plus est, l’écart entre les hommes et les femmes n’y diminue pas.

L’OIT considère que, bien que la proportion de NEET ne soit pas « un indicateur parfait de la santé des marchés du travail » de cette population, elle est sans doute plus adaptée à la réalité que le taux de chômage. Tout d’abord, le nombre de NEET mesure mieux l’ampleur du défi que représente l’emploi des jeunes. En effet, cet ensemble comprend tous les jeunes chômeurs qui ne suivent pas d’études, mais aussi un groupe beaucoup plus large de jeunes sans emploi, ne suivant aucune formation officielle, et qui, pour une raison ou une autre, ne recherchent pas activement un emploi. Ils sont donc plus nombreux (trois fois plus, dans certains pays) que les jeunes chômeurs. Parmi eux on compte beaucoup de jeunes femmes dont la plupart aimeraient travailler, mais qui ne recherchent pas activement un emploi, soit en raison du manque d’offres d’emploi (travailleurs découragés), soit parce que d’autres obstacles tels que des responsabilités familiales, les empêchent de participer au marché du travail.

Surtout, pour l’OIT le statut de NEET est « un indicateur de vulnérabilité plus fiable que le chômage, car, dans les contextes où l’accès à la protection sociale est limité ou inexistant, les jeunes ne peuvent se permettre d’être au chômage pendant une période prolongée tout en recherchant des opportunités d’emploi raisonnables que si leur famille dispose des ressources nécessaires pour les soutenir ». Les jeunes les plus pauvres et les plus vulnérables n’ont pas ce luxe. Même dans les pays à revenu élevé, les jeunes NEET sont manifestement plus exposés au risque d’exclusion économique et sociale à long terme, particulièrement ceux issus de l’immigration. Finalement, le taux de NEET s’avère le meilleur moyen de mesurer au niveau international les progrès accomplis en faveur de l’intégration effective des jeunes dans le monde du travail.

Sa réduction figure dans les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) adoptés en 2015 par les États membres des Nations unies, dans le cadre de « l’Agenda 2030 ». L’ODD n°8 s’intitule

L’étude des Neet permet de localiser la précarité des jeunes femmes actives et de comprendre les flux migratoires

« Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous » et comprend dix cibles à atteindre à des horizons variés. Parmi elles, la sixième concerne l’accès des jeunes à l’emploi et la formation : elle prévoyait à l’origine « d’ici à 2020, de réduire considérablement la proportion de jeunes scolarisés mais sans emploi ni formation ». Aucun objectif chiffré n’était fixé, mais les rapports de l’OIT étaient supposés permettre de vérifier tous les deux ans si cette diminution était bien à l’œuvre. Au niveau mondial, les progrès ont été modestes en vingt ans, avec une proportion moyenne de NEET qui est passée de 22,8 pour cent à 20,4 pour cent entre 2005 et 2025, ce qui représente encore quelque 262 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans.

Ce résultat est lié au fait que, tandis que la très grande majorité des pays ont connu une amélioration de leur situation, ceux à faible revenu l’ont vue se dégrader. Le taux de NEET y a augmenté de près de cinq points, passant de 23,6 pour cent à 28,5 pour cent. L’Afrique sub-saharienne est particulièrement touchée : sur les neuf pays où le taux de NEET dépasse les quarante pour cent, huit se situent dans cette zone. L’OIT pointe aussi les mauvais résultats des pays arabes, où le taux moyen est de plus de 33 pour cent. Les pays à revenu élevé n’ont connu qu’une faible amélioration, sachant qu’ils portaient d’un niveau plutôt bas (12,9 pour cent). En vingt ans, ils n’ont pas réussi à passer sous la barre moyenne des dix pour cent (10,4 pour cent en 2025).

Parmi eux on trouve les pays de l’UE, qui affichent des résultats très disparates. Onze d’entre eux affichent un taux inférieur à huit pour cent (le Luxembourg est légèrement au-dessus avec 8,2), le record étant détenu par les Pays-Bas avec 3,7 pour cent. En revanche, quatre autres (Autriche, Italie, Lituanie, Roumanie) se situent entre 12,7 et 16,5 pour cent. Mêmes écarts dans l’Europe non-UE avec des proportions comprises entre 5,7 et 6,9 pour cent en Islande, Norvège et Suisse tandis que le Royaume-Uni fait figure de mauvais élève avec un taux de 14,3 pour cent.

L’Europe se distingue surtout par la situation plus favorable des femmes. Au niveau mondial, elle n’est pas brillante, surtout dans les pays pauvres, où la proportion de NEET est passée de 32 à 37 pour cent en vingt ans. Dans treize pays elle est égale ou supérieure à cinquante pour cent, avec un triste record de 75,9 pour cent en Afghanistan. L’écart entre hommes et femmes, au détriment de ces dernières, est énorme (presque 17 points) et n’a pas diminué. Il est de 45 points en Afghanistan, de 39 points au Bangladesh, de 32 points au Guatemala et de 25 points au Népal et au Honduras, des pays de cultures très différentes.

Dans les pays riches, le taux de NEET a diminué, surtout chez les filles, mais reste supérieur à dix pour cent, avec un écart toujours légèrement défavorable au sexe féminin (10,1 pour cent chez les hommes, 10,7 pour cent chez les femmes). Mais en Europe, on compte de nombreux pays où la proportion de NEET est inférieure chez les femmes : c’est le cas de quatre pays hors UE (Islande, Norvège, Royaume-Uni, Suisse) et de vingt pays de l’UE sur 27 : la France et la Belgique font partie du lot mais pas l’Allemagne, les Pays-Bas ni le Luxembourg, où l’écart est de 4,5 points entre hommes et femmes (six pour cent contre 10,5) soit le plus élevé d’Europe après la Roumanie et la Tchéquie.

Dans tous les pays étudiés, les conclusions de l’OIT sont riches d’enseignements. Dans les pays développés, on peut en citer au moins deux. Il existe dans plusieurs d’entre eux une importante marge de progression pour diminuer le nombre de NEET, qui est encore trop souvent supérieur à 10 pour cent, comme aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni, en Nouvelle-Zélande et dans une bonne dizaine de pays de l’UE notamment les plus peuplés que sont la France, l’Italie, l’Espagne et la Pologne. Selon l’OIT, raisonner en termes de NEET permet de dépasser la question habituelle de la création d’emplois en montrant qu’« il est également important de s’attaquer aux défis spécifiques auxquels les jeunes sont confrontés », comme la précarité de la condition des jeunes femmes actives. Dans l’UE, le taux d’activité des femmes est globalement élevé, mais celles âgées de 18 à 24 ans

travaillent trois fois plus souvent à temps partiel que les hommes (26 pour cent contre huit pour cent). En Allemagne les deux-tiers des jeunes mamans sont à temps partiel.

Par ailleurs, l’augmentation du nombre et de la proportion de NEET dans les pays à faible revenu pousse une partie de leurs habitants à tenter leur chance sous d’autres cieux. De leur côté, les pays développés, notamment en Europe, confrontés à un déclin démographique qui risque de brider leur croissance, se sont résignés à augmenter leurs soldes migratoires en se ralliant au concept « d’immigration choisie » consistant à laisser entrer en priorité des migrants qualifiés. Or les chiffres (notamment ceux de l’OIT) sont têtus : les candidats à l’émigration dans les pays pauvres, surtout en Afrique subsaharienne, sont loin de correspondre à ce profil, avec un grand nombre de personnes ne détenant aucun diplôme. Ce qui risque finalement d’augmenter dans les pays d’accueil le nombre de NEET, au sein desquels les jeunes immigrés sont déjà sur-représentés. Dans l’UE, être issu de l’immigration accroît de 50 à 70 pour cent selon les pays le risque de devenir NEET, par rapport aux natifs. ●

*il rapporte le nombre de jeunes de 15-24 ans à la recherche d’un emploi au nombre total de ceux qui sont disponibles pour occuper un emploi. Or dans cette tranche d’âge le dénominateur est très faible, car la grande majorité des jeunes (près de 90 pour cent dans l’UE) sont encore dans le système éducatif.



Des jeunes, rue Chimay (2024)

Sven Becker



Sven Becker

Sophie Mousel
vergangenen
Dienstag in
Diekirch



Am Filmset von
Droneland

„Ech wëll ëmmer méi“

IIII Sarah Pepin

Sophie Mousel hat das Café Nummer 12 in ihrem Heimatstädtchen Diekirch als Treffpunkt vorgeschlagen. Die Schauspielerin lebt seit 2011 in Paris, derzeit im belebten und politisch linken zwanzigsten Arrondissement, und pendelt für Theater- und Filmprojekte immer wieder nach Luxemburg. Die Sommerzeit nutzt sie, um Kindheitsfreunde wiederzusehen, um Sport zu machen, um zur Ruhe zu kommen. Sie erscheint in blauer Yankees-Kappe, die Haare nach hinten gegelt, trägt eine sommerlichen Bluse und Ray-Bans und bestellt einen Eistee.

Ihre großen, stahlblauen Augen und hohen Wangenknochen verleihen ihr ein unverkennbares, ernsthaftes Gesicht. Die Rollen, in denen man sie zuletzt auf der Bühne und auf dem Bildschirm sehen konnte, hatten etwas Kampfbereites, Kompromissloses („un côté plus rock, plus dark“, wie sie sagt). In *Elena*, der beeindruckenden Inszenierung von Myriam Muller am Großen Theater, spielte sie mit Bravour die Figur der Katia, einer jungen Frau mit dickem Panzer, die sich philosophisch mit der *conditio humana* auseinandersetzt und zu harten Schlussfolgerungen kommt. In schwarz gekleidet, mit einem Hoodie über dem Kopf, sinniert sie über den menschlichen Egoismus und das knallharte Überleben. In *Läifä Séil*, dem ersten luxemburgischen Western, verkörperte sie die rachsüchtige Hélène/Oona. Die Rolle, die ihr via Netflix internationales Anerkennen einbrachte und für die sie 2021 den Luxemburger Filmpreis für die beste weibliche Schauspielleistung erhielt, ist

„Ich gucke, wo ich lande, was kommt“

die der jungen Polizeiagentin Elsa Ley in den beiden Staffeln der Serie *Capitani* (sie sei „eng vun de Revelatioune“ der Serie, urteilte das *Land* 2019).

Sophie Mousel wuchs in Diekirch als Tochter einer Kunstlehrerin und eines Gemeindesekretärs mit einem älteren Bruder auf. Mit sechs Jahren begann sie, Klavier zu spielen, wurde unter anderem vom Organisten Maurice Clement unterrichtet. Sie hörte auf, obwohl eine Karriere als Pianistin eine Möglichkeit gewesen wäre. „Ich habe gemerkt, dass Musik mir liegt, aber ebenfalls gespürt, dass es keine Berufung ist.“ Mit 15 Jahren entdeckt sie das Schultheater, das sich damals unter der Leitung von Bob Flammang und

Hubert Bauler einen Namen im Land gemacht hat. Sie übt sich als Kriegstreiber Demokos in Giraudoux’ *La guerre de troie n’aura pas lieu*, spielt Pantomime.

Heute sagt sie, das Schultheater des LCD habe sie „aufgeweckt“, doch eine professionelle Laufbahn sei damals keine Option gewesen. Stattdessen erwägt sie ein konventionelles Studium der Lettres modernes, um später in Luxemburg zu unterrichten. Sie zieht in die französische Hauptstadt, besucht die Sorbonne. Es ist ihre Mutter, die ihr vorschlägt, den Schauspielkursen des Cours Florent einen Besuch abzustatten. Sie ist begeistert und fokussiert sich fortan auf die Schauspielausbildung. Seit ihrem Abschluss spielte sie Tschchow, Racine, Marivaux in den Theatersälen des Landes – unter der Regie von Myriam Muller, Laurent Delvert, Anne Simon.

Diesen Sommer stand sie für die neue Serie *Droneland* an der Seite von Oliver Masucci und Mark Limpach in Polen, den Niederlanden, Deutschland und Luxemburg vor der Kamera. Sie spielt darin eine zielstrebige Europol-Agentin, die gemeinsam mit ihren Kollegen zu einem Mord im Europaparlament ermittelt. Das ambitionierte Projekt – 15,2 Millionen Euro, vier Drehländer – (*d’Land*, 31.07.2025) zeigt genauso wie Elmar Ivanovs Film *Der Kuss des Grashüpfers*, der auf der diesjährigen Berlinale Premiere feierte, ihre Bemühungen, neben Französisch und Luxemburgisch auch auf Deutsch zu spielen und

ihre internationale Karriere weiter auszubauen. Im Englischsprachigen Raum war sie in der japanisch-amerikanischen Serie *Drops of God* zu sehen und in der Paramount-Serie *NCIS Tony & Ziva*.

Sie boxt und spielt Tennis. Sie mag explosive Sportarten, sagt sie, in denen sie sich auspowern könne. Der Sport helfe ihr, Selbstvertrauen aufzubauen – sie suche die Herausforderung, die Stimulation. Dabei wirkt sie vielleicht stärker, als sie es in manchen Situationen ist. In einem Beitrag zur diesjährigen Berlinale filmte *RTL* sie beim Make-up-Termin. Zur Präsenz auf dem Festival sagte sie: „Man kommt als fragiler Künstler zum Festival und muss die Rolle der stolzen, selbstvertrauten Person spielen. Es gibt eine Diskrepanz zwischen dem, was man von außen sehen kann und was wir innendrin empfinden: Stress, Angst, Überstimulation. Das Ganze ist nichts, was jemand einem beibringt, sondern man lernt es.“ Fake it till you make it.

Sie sei sich nicht sicher, ob Paris noch die richtige Stadt für sie sei, erzählt sie. Das Hin-und-Hergereise zwischen den Drehorten sei ermüdend. Es klingt fast so, als sei sie bereit für den ruhigeren Lebensstil, den Luxemburg symbolisiert. Dabei würde sie sich wenig nach vorne projizieren. „Ich gucke, wo ich lande, was kommt.“ Ein Teil der Millenials, der privilegierte, der die Welt beruflich sowie privat bereist hat, stellt sich die Frage der Wahlheimat und der Heemecht stärker als die Elterngeneration oder gar die Kriegs-



Sven Becker



Sven Becker

Feuilleton

Rue de Stavelot,
Diekirch

land
29.08.2025

15

Die Schauspielerin Sophie Mousel baut derzeit eine internationale Filmkarriere auf. Ein Porträt

generation davor. „Ich fühle mich schon so, als sei ich von hier“, sagt sie, auch wenn die Rückkehr in die dörflichen Straßen der Kindheit und Jugend immer gleichzeitig etwas seltsam sei. Viele, die weggingen, haben auch etwas „weggedrückt“, meint sie. Einer unserer Komplexe könnte sein, dass wir verwöhnt, etwas kleinkariert und provinziell seien – sie denkt an eine Szene aus Flauberts *Madame Bovary*, in der er die vertratschte Dorfgemeinschaft beschreibt. „Es ist an dieser Generation, von außen Neues einzubringen“, sagt die 34-Jährige. Sie wechselt kurz ins Französische, wenn sie einen Punkt machen will oder sich über etwas aufregt. Als gute Gesprächspartnerin entwickelt sie eine Unterhaltung, statt sich lediglich auf das Antworten von Fragen zu beschränken. Sie zeugt von Neugier.

Hubert Bauler, Französischlehrer im Ruhestand, der sie in den Sekundarschuljahren bei Theaterprojekten begleitete, erinnert sich an den hohen Anspruch, die Disziplin und die Selbstkontrolle, die sie von den anderen Gleichaltrigen unterschied. Sie sei morgens die erste bei den Proben gewesen und die letzte, die ging. Auch Luc Schiltz, der den titelgebenden Ermittler in *Capitani* spielte, attestiert ihr Zielstrebigkeit. Sie wisse genau, was sie bei einer Einstellung machen wolle, und setze alles daran, dieses Resultat auch zu bekommen. Sie sei zerebral, bereite sich minutiös vor und stelle auch Details infrage. Und dann, wenn man es am wenigsten erwartet, blitze ihr Sinn für Humor auf. „Ich will immer mehr“, sagt Sophie Mousel im

Gespräch, „nicht, weil ich nicht mit etwas zufrieden sein könnte, sondern weil man sonst nur an 10 Prozent seines eigenen Selbst herankommt“. Was internationale Regisseur/innen angeht, würde sie – „aiming high“ – gerne eines Tages mit Justine Triet (*L'anatomie d'une chute*), Georgia Oakley (*Blue Jean*), Ruben Östlund (*The Square*, *Triangle of Sadness*), Joachim Trier (*Sentimental Value*) oder Jonathan Glazer (*The Zone of Interest*, *Under the Skin*) zusammenarbeiten.

In der Vergangenheit lieb sie Samsung, Activia und zuletzt Audi ihr Gesicht für Werbezwecke. In einem Podcast von Losch sieht man sie eine halbe Stunde mit einem Elektroaudi durch die Hauptstadt fahren, während

Ihr wird große Disziplin, Selbstkontrolle und Zielstrebigkeit nachgesagt

sie mit dem Host und Sänger Andrea Galletti über *Capitani*, die Ruhe von Elektroautos und Gott und die Welt spricht. Geld muss frau eben auch mal verdienen. Mittlerweile sei sie vorsichtiger geworden, was Werbung angeht. Immerhin könnte sich ein paar Jahre später herausstellen, dass die Firma irgendwo Kinder ausbeutet.

Wenn es darum geht, über das Frausein im Showbusiness zu sprechen, sucht sie eine Weile nach den richtigen Worten. Ihr falle auf, dass traditionell eher von Frauen besetzte Filmbranche wie Make-Up und Kostüm zum Teil weniger ernst genommen würden. Dass Augen verdreht werden, wenn das Make-up kurz verbessert wird, nachdem man vorher dreißig Minuten das Licht perfektioniert hat. Auch gibt es regelmäßig Verhaltensweisen von ein bis zwei Männern in der Branche, die sie als „narzisstisch, toxisch und manipulativ“ einstuft. Nicht immer käme man aufgrund der wechselseitigen Abhängigkeit dagegen an. Namen verrät sie nicht, das sei „nicht von Interesse“. Man müsse sich „eine gewisse Bestimmtheit“ aneignen, sagt sie. Sie berichtet von Momenten, in denen sie bewusst den Mund aufgemacht hat, zum Beispiel, wenn es um einen unangebrachten Umgang mit anderen Frauen ging. Etwas später erzählt sie von einem Vorfall, in dem ein Schauspielkollege ihr an ihrem eigenen Körper noch einmal zeigen wollte, wo er den Leistenbruch genau erlitten hatte. Sie durchblickte sein Spiel, sagte jedoch nichts. „Ich bin nicht die, die sich direkt äußert.“

Im Juni unterschrieb Sophie Mousel mit mehr als 100 anderen Personen des öffentlichen Lebens (u.a. Vicky Krieps, Jean Asselborn, Guy Rewenig, Luc Heuschling) einen offenen Brief für einen sofortigen Waffenstillstand in Gaza. „Der politischste Mensch bin ich nicht. Es war einfach, meinen Namen darunterzusetzen. Ich müsste mich mehr einarbeiten, um stärker Position beziehen zu können. Ich finde es jedoch wichtig, als Künstler Haltung zu zeigen.“

Für ihre Rollen erstellt sie oft musikalische Playlists, die sie in das Universum ihrer Figuren versetzen. Am Set setzt sie dann Kopfhörer auf, wenn sie Ruhe braucht und sich abschotten will, und hört sich hinein. Bei manchen Songs, die sie später wieder hört, taucht die Rolle wieder in ihr auf. Für Elsa Ley etwa war es der Soundtrack der britischen Krimiserie *Broadchurch*, der vom isländischen Musiker Ólafur Arnalds komponiert wurde. Auch musikalisch betätigt sie sich. Im November 2024 brachte sie die EP *Solitude is fine* unter dem Künstlernamen Somou heraus: ätherische, melancholische Musik mit Ambient-Stimmung und Klaviereinlagen, die stellenweise an Soap&Skin erinnert. Auf zwei der sechs Lieder hört man sie singen: „We're marching alone / to where we think we belong“. Auch ihre Musik klingt wie ein Soundtrack. Für welchen Film? „Auf jeden Fall ein verträumter Indie-Streifen. Vielleicht so etwas wie *The Eight Mountains* von Felix van Groenigen.“ Sophie Mousel verabschiedet sich, sie muss zum Sport. ●

MOSTRA DE VENISE 2025

Reflet des crises mondiales et scène de l'identité italienne

IIII Maria Sole Colombo* & Marc Trappendreher

Marc Trappendreher : Depuis ce mercredi, les lumières du Lido de Venise brillent sur le plus ancien des festivals internationaux. La 82^e Mostra s'est ouverte avec tapis rouge et stars, mais elle met surtout en avant des œuvres qui thématise les jeux de pouvoir politiques, les identités sociales et les mémoires historiques. Entre grands auteurs internationaux et voix italiennes, le festival rend perceptibles, tel un sismographe, les fractures et les espoirs de notre époque. Cette manifestation s'inscrit dans une tradition riche : la Mostra s'est tenue pour la première fois en août 1932 sur la terrasse de l'hôtel Excelsior, au Lido. Fondée dans le cadre de la Biennale par des figures visionnaires comme Giuseppe Volpi, Antonio Maraini et Luciano De Feo, elle fut d'emblée conçue comme l'expression du cinéma en tant qu'art. Mais n'a-t-elle pas été, dès ses origines, aussi un instrument destiné à affirmer la prééminence culturelle de l'Italie dans le cinéma international – face, notamment, à la toute-puissante production américaine de l'époque ?

Maria Sole Colombo : La Mostra de Venise entretient depuis toujours un rapport à la fois intense et contradictoire avec l'identité nationale, la culture et le pouvoir. Le passé fasciste de la manifestation – qui, dès sa deuxième édition, institue la « Coppa Mussolini » – se lit dans les architectures de marbre blanc, d'inspiration rationaliste, que le spectateur traverse encore aujourd'hui pour assister aux projections. Les dynamiques politiques, économiques et cinématographiques qui ont façonné l'identité du festival ont été minutieusement cartographiées par l'un des plus grands historiens du cinéma italien, Gian Piero Brunetta, qui a récemment publié une œuvre monumentale : *La Mostra Internazionale d'Arte Cinematografica di Venezia 1932-2022*. En parcourant les 1 400 pages de ce volume, on découvre combien le festival a, dès ses débuts, entretenu un lien privilégié avec la cinématographie nationale, tout en s'affirmant comme un espace extraordinairement ouvert et

cosmopolite. Stratégiquement positionnée au début de la saison commerciale, la Mostra a toujours été une vitrine de prestige, que l'appareil productif italien utilisé pour exposer ses œuvres les plus précieuses. Pourtant, Venise n'a jamais véritablement aimé le néoréalisme, tardant même à reconnaître de grands auteurs comme Rossellini ou Visconti. Le rapport à l'Amérique n'est pas moins ambivalent : tout en promouvant une rhétorique qui conçoit le cinéma comme un art, le festival affirme dès ses origines sa volonté de se distinguer de l'imposante machine industrielle d'outre-Atlantique, perçue comme l'expression d'un cinéma de divertissement destiné aux masses, tout en cultivant une fascination constante pour le glamour et la grandeur hollywoodiens. Un tournant décisif dans le rapprochement Venise-Hollywood est marqué par un événement récent et d'envergure : alors qu'à Cannes, Thierry Frémaux ferme les portes aux productions Netflix, la Mostra accueille ces créations américaines. Le festival s'inscrit ainsi dans le système de promotion cinématographique des États-Unis, le Lion d'or précédant de plus en plus souvent les lauréats des Oscars. Mais la sélection vénitienne ne se limite pas au seul duopole Europe/États-Unis : les éditions dirigées par le directeur artistique Marco Müller ont permis aux grands maîtres de l'Extrême-Orient d'accéder au regard occidental. Plus récemment, Venise s'est faite porte-voix du phénomène du *world cinema*, comme en témoignent les dizaines et dizaines de pays représentés cette année.

M.T. : Le festival aborde avec intensité les fractures du présent. *The Wizard of the Kremlin* d'Olivier Assayas s'impose comme un drame politique d'envergure : À travers le regard d'un conseiller fictif du cercle rapproché du Kremlin, le film retrace l'ascension de Vladimir Poutine et ouvre une réflexion sur les rouages du pouvoir, de la manipulation et de la loyauté. Kathryn Bigelow, avec *A House of Dynamite*, signe un thriller haletant où des employés de la Maison Blanche

sont confrontés à la menace d'une attaque nucléaire, révélant l'entrelacement des crises intimes et des décisions d'État.

Dans un registre plus léger, mais tout aussi réfléchi, Noah Baumbach propose avec Jay Kelly une comédie douce-amère : deux amis de longue date, incarnés par George Clooney et Adam Sandler, tentent de revivre leurs années de jeunesse et enchaînent les péripéties aussi drôles que mélancoliques. Le film explore, derrière ses accents burlesques, la question de l'identité et de l'acceptation du temps qui passe. Guillermo del Toro revisite quant à lui *Frankenstein* en plaçant l'accent sur la dimension tragique de la créature incomprise. Oscar Isaac incarne le savant démiurge face à Jacob Elordi, son « fils » monstrueux, dans une confrontation où se rejouent la tentation de toute-puissance et le désir d'appartenance. Enfin, Kaouther Ben Hania marque le festival avec *The Voice of Hind Rajab* : inspiré d'enregistrements réels, le film reconstitue les dernières heures d'une fillette de cinq ans dans la bande de Gaza, transformant une tragédie individuelle en métaphore universelle de la violence et de l'impuissance.

Dans son ensemble, la compétition trace une cartographie sensible de notre époque : des luttes géopolitiques aux quêtes intimes, des récits mythiques aux fictions documentaires, le cinéma apparaît ici comme un outil de réflexion, d'empathie et de dialogue social. Aux côtés de ces grandes signatures internationales, le cinéma italien affirme également sa présence. Gianfranco Rosi propose *Sotto le Nuvole*, portrait en noir et blanc du quotidien à Naples, tandis que Pietro Marcello, avec *Duse*, s'attache aux dernières années de la légendaire actrice Eleonora Duse. La Mostra met aussi en valeur les racines culturelles et la vitalité créatrice de l'Italie.

M. S. C. : Et avant même les œuvres déjà citées, l'ambition du festival de présenter au monde le

meilleur du cinéma italien contemporain s'affirme dès le film d'ouverture, *La grazia* de Paolo Sorrentino, un auteur maximaliste et génial, héritier de Fellini et principal interprète d'un « Fellinisme » aujourd'hui omniprésent. À chaque nouvelle œuvre, qui façonne et exporte une vision toujours plus abstraite et excessive d'italianité, Sorrentino confirme qu'il est un cinéaste visionnaire, d'abord préoccupé par l'imaginaire que par le réel. À l'opposé absolu, incarnant une conception du cinéma radicalement différente, se trouve Franco Maresco, présent cette année avec *Un film fatto bene* : sa participation est historique et tout à fait inattendue, compte tenu de la relation extrêmement conflictuelle que ce réalisateur maudit a toujours entretenue avec le pouvoir et ses institutions. Il suffit de rappeler que son œuvre la plus marquante, *Totò che visse due volte* (1998), fut initialement interdite à tous les publics, déclenchant un vif débat autour du rôle de la censure. Et encore, en compétition, Leonardo Di Costanzo présente *Elisa*, l'histoire d'une femme incarcérée qui, grâce à sa relation avec un criminologue, commence enfin à prendre conscience de l'horreur qu'elle a commise. Avec ce film, Costanzo, issu d'un long apprentissage dans le documentaire, revient sur les territoires explorés dans le drame carcéral *Ariaferma*, également présenté au Lido en 2021. Hors compétition, on retrouve aussi *After the Hunt* de *Guadagnino*, le plus hollywoodien des Italiens, ainsi que *Il maestro* d'Andrea Di Stefano, porteur d'un regard d'auteur sur le cinéma de genre. Avec une programmation aussi vaste que diversifiée, la Mostra se confirme ainsi comme le cœur battant de l'agenda culturel et productif italien, trouvant au Lido sa scène à rayonnement mondial. ●

* Maria Sole Colombo est critique de cinéma et membre du Jury Fipresci du Festival de Venise 2025. Elle est aussi programmatrice du Trento Film Festival et membre de l'équipe éditoriale du Locarno Film Festival.



Visit Venice

Le Palais du Casino avec son architecture rationaliste de 1938, passage obligé pour rejoindre les salles de projection

Deutschland versinke!

IIII Anina Valle Thiele

Die Neue Nationalgalerie Berlin erinnert derzeit an den Künstler, Filmemacher, Theater- und Opernregisseur Christoph Schlingensief. Eine Hommage auf einen Provokateur

Der Theatermacher Christoph Schlingensief wusste zielsicher zu provozieren. Vor allem Konservative brachte er zur Weißglut, dekonstruierte den deutschen Nationalstolz und traf mit seinen Videos, Inszenierungen und Installationen meist ins Schwarze: ein Nestbeschmutzer, dessen Kunstaktionen so einfallsreich wie umstritten waren. Seine Aktionen waren stets mutig und meist nicht zu bedeutungsschwer, wie bei manch zeitgenössischem Regisseur wie etwa Milo Rau.

Unvergessen bleibt Schlingensiefs Installation „Ausländer raus!“, ein käfigartiger Container, den er um die Jahrtausendwende in der Innenstadt von Wien arrangierte. Dokumentiert ist diese Aktion heute als Film (*Foreigners Out! Schlingensief's Container*. 2001. Österreich. Regie: Paul Poet) im MoMA zu sehen

In Anlehnung an das Konzept der Reality-TV-Show Big Brother und als Kommentar zum fremdenfeindlichen politischen Programm der Parteien Österreichs stellte Schlingensief in Wien einen Container auf, in dem eine Gruppe von Einwanderern zusammengepfercht wurde. Die Ereignisse im Container wurden live im österreichischen Fernsehen übertragen, und die Zuschauer/innen konnten darüber abstimmen, wen sie am wenigsten mochten, um sie aus der Show – und aus ihrem Land – zu wählen: eine partizipative Mitmachaktion, um den Österreicher/innen plastisch ihre eigene Fremdenfeindlichkeit vor Augen zu führen.

Auf der Kunstbiennale in Venedig verwandelte Schlingensief 2011 den deutschen Pavillon, dessen monumental-faschistischen Bau schon zahlreiche Kunstschaffende versuchten, aufzubrechen oder zu verfremden, kurzerhand in eine Kirche der Angst und gewann damit den Goldenen Löwen. Egomania an Stelle von Germania stand zutreffend auf dem deutschen Pavillon.

Das Ende des 20. Jahrhunderts war von einem Rechtsruck in Deutschland geprägt, Asylbewerberheime brannten ... was Schlingensief dazu bewegte, den wiederaufkommenden Nationalstolz im Kontext der faschistischen Vergangenheit des Landes zu thematisieren. Sein letzter Akt,

bevor er an einer Krebserkrankung verstarb, fand in der Wüste Namibias statt, wo er ein letztes Mal Wagners Musik durch die Überreste des deutschen Kolonialismus hallen ließ.

1999 wurde Schlingensief (1960-2010) vom MoMA PS1 nach New York eingeladen und inszenierte an der Freiheitsstatue die Aktion „Deutschland versenken“. Das mit Absicht gewählte symbolträchtige Datum für die Aktion, der 9. November 1999, war als Verweis auf bedeutende historische Ereignisse in Deutschland gedacht, etwa die Pogromnacht (1938), die Novemberrevolution und den Fall der Berliner Mauer.

Schlingensief führte eine rituelle Performance oder in seinen Worten eher eine „Aktion“ durch, bei der er vor der Freiheitsstatue niederkniete und damit an den historischen Kniefall des deutschen Ex-Kanzlers Willy Brandt in Warschau erinnerte. Im Anschluss warf er eine Urne mit der symbolischen „Asche Deutschlands“ sowie einen mit 99 deutschen Alltagsgegenständen gefüllten Koffer in den Hudson River und markierte damit kurz vor Beginn der Jahrtausendwende das sinnbildliche Ende Deutschlands.

Dank der Schenkung seiner Frau, Aino Laberenz, die den Nachlass von Christoph Schlingensief verwaltet, ist das Werk *Deutschland versenken* nun dauerhaft Teil der Sammlung der Neuen Nationalgalerie. Im Rahmen der neuen Sammlungspräsentation „Zerreißprobe. Kunst zwischen Politik und Gesellschaft. Die Sammlung der Nationalgalerie 1945-2000“ widmet sie Christoph Schlingensief derzeit einen eigenen Raum.

Es zeigt Schlingensief in den Straßen von New York mit einem Schild in der Hand. Damit steht er mal vor der berühmten Treppe des Metropolitan Museum of Art, mal auf dem Times Square und mal vor dem New Yorker Goethe-Institut.

Das Werk ist Teil seines umfassenderen Projekts *Deutschlandsuche '99*, dessen erste Teile aus einer sechswöchigen Theatertour durch deutsche Städte bestand. Mit diesem von der Wagner Oper *Der Ring des Nibelungen* inspirierten Projekt strebte



er nach einer modernen Version des Siegfried, einem Helden für ein wiedervereintes, globalisiertes Deutschland. Dabei sammelte er – eine weitere Persona seiner selbst – als wagnerianischer Siegfried und Held eines vereinten Landes repräsentative Fundstücke: Es kamen 99 Alltagsgegenstände zusammen. Abgeschlossen wurde diese *Deutschlandsuche '99* dann in New York 1999.

In zwei Interviews, die derzeit in der Neue Nationalgalerie zu sehen sind, betont er, dass er sich ein Bild schenken wollte. Und nun werde diese Vorstellung szenisch improvisiert – in einer Geste, in einer Andeutung. Ergänzt durch unsere Fantasie erkennen wir das großensinnige Scheitern, den Knall ohne Geräusche wie wohl die Freiheit, immer wieder nicht verstanden zu werden.

In bekannter Schlingensief-Provozier-Manier ist er in einem der Videos als chassidischer Jude verkleidet, trägt die Kluft Orthodoxer als Kostüm und erklärt dabei seine Faszination etwa so: Im Gegenteil zu vielen deutschen Kleinbürgern, hätten orthodoxe Juden feste Regeln, an die sie sich halten würden. „Ist das provokative Aneignung?“, fragt die Journalistin. „Nein“, meint er, zumal seine Kleidung offensichtlich nicht die Codes orthodoxer Juden erfülle.

Unwillkürlich ertappt man sich dabei zu überlegen, wie Schlingensief die Proteste propalästinen-

sischer Aktivist/innen in diesen Tagen eingeordnet und ironisch kommentiert hätte: From the river to the sea, they need a therapy?

Letztlich sind es in der Neue Nationalgalerie Berlin nur zwei Filme und zwei Interview-Filme, die ein Schlaglicht auf Christoph Schlingensiefs (1960-2000) Aktion *Deutschland versenken* vom 9. November 1999 in New York werfen.

Diese Videos zeigen nur einen Bruchteil seiner größer angelegten *Deutschlandsuche '99* und verdeutlichen doch eindrucksvoll, wie wichtig dieser Theatermacher, ein Wüterich, in seiner präzisen Kritik war. Abgesehen davon, dass sich ein Besuch der neuen Sammlungsausstellung „Zerreißprobe. Kunst zwischen Politik und Gesellschaft. Sammlung der Nationalgalerie 1945-2000“ echt lohnt, ist zumindest für Theateraficionados auch der Raum über Christoph Schlingensief, der den Besucher/innen vor Ort wenig begleitenden Kontext liefert, einen Abstecher wert. ●

Christoph Schlingensief, Deutschlandsuche '99 entstand in Zusammenarbeit mit Aino Laberenz, Nachlass Christoph Schlingensief, und Frieder Schlaich, Filmgalerie 451, kuratiert von Klaus Biesenbach, Direktor der Neuen Nationalgalerie und Lisa Botti. Die Ausstellung läuft bis auf Weiteres in der Neue Nationalgalerie Berlin. Eine Sonderpräsentation der Neuen Nationalgalerie – Staatliche Museen zu Berlin. Weitere Informationen unter: smb.museum

|||||

T
A
B
L
O

OUTDOOR

Les sons des jardins

Les températures fraîchissent, la Fouer a commencé, mais l'été n'est pas fini et la Luga non plus. Dans ce cadre, le collectif multidisciplinaire Koplabunz propose diverses performances qui mêlent musique, danse et théâtre. Ce samedi, une sieste musicale est

organisée au Kinnekswiss : un moment de tranquillité bercé par les sons hypnotiques inspirés par les plantes. Le 4 septembre, au jardin du Pfaffenthal, le public cheminera avec deux créatures mythiques (Giovanni Zazzera et Benoît Martiny) émergeant des décombres d'un monde en ruines. Alliant percussion et danse, *Après l'effondrement* est un voyage immersif à travers le mythe, la transformation et l'espoir, captivant les spectateurs de tous âges (photo : Caroline Martin). Le théâtre musical participatif *Här Bë* son parcours au cœur du jardin des herbes, les 5 et 6 septembre. Jean Bermes et Anouk Wagener soignent les plantes malades de manière

loufoque et excentrique. Enfin, le 11 septembre, on ira au bord de l'Alzette au Grund pour entendre s'élever le chant de la rivière. La performance musicale *haze of polluted harmonies* d'Ela Baumann à la vielle à roue brouille les frontières entre la nature et la technologie, avec des rythmes entraînants mélangés à des mélodies organiques. FC

KULTURKRITIK

He, himself and his

Seit mehreren Wochen ist der Luxemburger Kulturbetrieb in der Sommerpause, was bedeutet: Endlich wieder Saure-Gurken-Zeit – Zeit,

in den Medien männlichen Egos Platz einzuräumen! *En l'occurrence* geht das wie folgt: Ein eher der jüngeren Generation angehörender, für diese Zeitung schreibender Autor (Jeff Schinker) verfasst eine Kritik über das Buch eines anderen, der älteren Garde angehörenden Schriftstellers (Guy Rewenig). Kurz darauf entrüstet sich ein der älteren Garde angehörender Sänger (Serge Tonnar) in den sozialen Medien über ebendiese Kritik, wirft dem Autor Interessenkonflikte vor, stellt die bizarre, an 1933 erinnernde Frage in den Raum, ob „diese Bücher“ nun verbrannt werden sollten. Schinker erklärt diese Attacke kurz danach im *Wort* zu einer „der übelsten Sorte“. Ein paar

Wochen später, Luxemburg erwacht gerade aus seinem *Summertëmchen*, um sich ein paar überteuerte *Gromperkichelcher* auf der *Fouer* zu gönnen, schlägt sich ein Filmkritiker der älteren Garde (Joy Hoffmann), empört über Tonnars Attacke auf Schinker, im *Tageblatt* auf die Seite eines zur älteren Garde gehörenden Kollegen (Jean-Pierre Thilges). Der nämlich hatte in der Zwischenzeit eine achtzeilige kritische Rezension über den Studentenfilm *Vermësst* auf seinem Blog *The Hatari Papers* veröffentlicht. Das gefiel dem der deutlich jüngeren Generation angehörenden Regisseur des Films (Joé Freylinger) ganz und gar nicht. Der 17-Jährige forderte in

einer von Schreibfehlern strotzenden und die Fundamente der Pressefreiheit missverstehenden Antwort kurzerhand, besagte Kurzkritik vom Netz zu nehmen, unter Androhung rechtlicher Schritte. Wo soll die Analyse beginnen? Beim *entitlement*, alles müsse beklatscht werden, bei der angedrohten Zensur? Die Frage, die unter alldem schwelt und die sich die Provinz Luxemburg leidenschaftlich gerne, regelmäßig und medienwirksam stellt, obwohl sie tatsächlich und wenig überraschend langsam langweilig wird: Wieviel kann das luxemburgische männliche Künstleregime an fundierter Kritik vertragen? Nihil. SP

Congés Annulés, avec extra peperoni

IIII Sébastien Cuvelier

D'année en année, les Congés Annulés, le festival estival des Rotondes, s'installe encore plus fermement dans le tissu socio-culturel local. Cette cuvée 2025 pourrait bien être une édition charnière, si on en croit le public qui ne cesse de s'élargir et se renouveler. Cette visibilité grandissante va de pair avec le développement des Rotondes, que les travaux à venir ne vont pas ralentir on l'espère. Ah oui, il y avait des pizzas aussi cette année. On a beau venir pour la musique et les bonnes vibes, on ne crache pas sur une appétissante Margherita. Autre jolie nouveauté cet été : une journée était consacrée aux plus petits, un « Family Day » décontracté, sous le soleil, où les enfants jouaient au DJ, réalisaient des petites boules à facettes et personnalisaient leur badge Congés Annulés. Bref, tout le kit de l'apprenti hiphop-ter. Le groupe français Totorro se plia à l'exercice du concert pour tous avec ses rythmes math-rock, pas la proposition la plus évidente pour les fans de la *Reine des Neiges* et *Pat Patrouille*, mais c'est là l'esprit du lieu. ●



Party Dozen, 29 juillet

Le saxophone a fait son retour en grâce depuis quelques années, mais on n'avait encore jamais vu quelqu'un hurler à l'intérieur comme le fait Kirsty Tickle, moitié du duo australien Party Dozen. Ceci dit, le geste vaut plus pour l'aspect visuel que pour le son produit, plutôt étouffé, se noyant dans les coups de batterie de Jonathan Boulet et surtout les bandes pré-enregistrées de synthés et guitares, omniprésentes. À vrai dire, on aurait aimé que le duo soit un trio, voire un quatuor, histoire de rajouter un peu de profondeur et d'intrigue à une mixture sonore certes énergique et dansante, mais aux riffs saturés aussi invisibles qu'un peu faciles, à la structure un peu trop carrée et prévisible, proche de l'essoufflement. Ce genre de musique réclame de l'improvisation, des changements de rythme. On en retiendra un set honnête, porté par une bonne humeur communicative, sans grande prétention, mais sans génie non plus.

Pick A Piper, 31 juillet

Ce n'est pas la première fois que Brad Weber joue aux Rotondes. Il est déjà venu il y a quelques années avec ce même projet, Pick A Piper, et s'était produit au Carré Rotondes avec son autre groupe, Caribou, dont il est le batteur. Son projet personnel reste dans la lignée de cette veine indietronica aux effluves délicieusement psychédélics : synthés ici entêtants, là faits de frémissements interrompus, voix éthérées (de sa coéquipière Sophia Alexandra), percussions analogiques menant vers une certaine transe. Il y a quelque chose de fascinant à voir un batteur jouer des percussions debout : il ne sait pas quoi faire de ses pieds ! Dans le cas de Brad Weber, ça signifie sauter sans interruption, une véritable activité physique qui réchauffe les mollets autant que les oreilles et le cœur.



Factory Floor, 31 juillet

Il y a une douzaine d'année, Factory Floor était le groupe du moment, signé sur DFA Records, alliant techno, acid et textures post-industrielles. Une séparation plus tard, le duo (Gabriel Gurnsey aux percussions et aux synthés, et Nik Colk Void au chant et au synthé modulaire) s'est transformé en trio avec l'addition du batteur Joe Ward. Ce qui n'a pas changé, c'est le minimalisme des compositions et la froideur de la prestation. Il faut avoir déjà quelques heures de techno au compteur pour apprécier ce flot relativement brut et peu changeant de pulsations binaires et textures répétitives. Un minimalisme sans doute poussé un peu loin dans un environnement de concert, à une heure où les fêtards berlinois n'ont pas encore commencé l'apéro. C'est lors des épopées acid-house initiées par la mystérieuse Nik Colk Void, perdue entre fumée et spots aveuglants, que les frémissements du public se faisaient le plus entendre. Puis tout s'est terminé, d'un coup. Radical, on vous disait.



Sprints, 15 août

Huit mois après un premier passage par les Rotondes (à l’initiative de l’Atelier), le combo irlandais Sprints était de retour à Bonnevoie pour un concert bien différent, largement orienté vers le nouveau disque à venir (*All That Is Over*, fin septembre sur City Slang et Sub Pop s’il vous plaît). Sur base des morceaux joués en ce jour de l’Assomption, on y décèle d’ores-et-déjà une évolution artistique majeure, une subtilité jusque là noyée sous des couches de guitares abrasives. Deux extraits en particulier nous mettent l’eau à la bouche : le virevoltant *Pieces* et son riff de derviche tourneur imbibé à la Guinness, et *Desire*, sorte de kaléidoscope minimaliste et déconstruit, un joyau qui clôturera ce disque qu’on attend impatiemment. Au milieu de tout cela, Karla Chubb et sa bande restent fidèles à eux-mêmes : intenses, politiques, revendicateurs. On les voyait comme un énième groupe de post-punk mâtiné de garage, on les imagine dorénavant suivre la voie de leurs illustres compatriotes Fontaines D.C.

La Sécurité, 20 août

On attendait de pied ferme ce collectif d’art punk montréalais, et on ne fut pas déçu. Rythmes saccadés, basse découpée au ciseau et phrasés minimalistes, le groupe s’inscrit dans la lignée de groupes punk, wave et krautrock menés par des femmes (ESG, Bikini Kill, Le Tigre, Duchess Says). À vrai dire, on est beaucoup plus proche du mouvement Riot Grrrl qu’avec les jeunes californiennes précitées, et ce n’est pas le marcel DIY (« Keep abortion safe ») de la chanteuse Éliane Viens-Synnott qui nous contredira. Cette dernière déclame en français et en anglais des paroles directes, revendicatrices, pince-sans-rire ou banales, avec attitude et une énergie débordante. Pendant ce temps, la basse bondissante de Félix Bélisle (par ailleurs chanteur de Choses Sauvages, autre groupe en vogue issu de Montréal) ne s’est pas essoufflée un instant. Le public n’a pas pu résister bien longtemps à ce genre de punk qui donne envie de se déhancher plutôt que de se lancer dans un mosh pit. En toute sécurité.



The Linda Lindas, 19 août

À un âge combiné de 70 ans à elles quatre, ce groupe de (très) jeunes filles californiennes (deux sœurs, une cousine et une amie) ont déjà fait la première partie des Rolling Stones et de Green Day, se sont produites au Coachella ou encore au Primavera. Ces adolescentes prodiges doivent leur ascension spectaculaire à une vidéo virale, enregistrée dans la bibliothèque publique de Los Angeles alors que Mila de la Garza (la batteuse) n’avait que onze ans. Validées par Tom Morello et Thurston Moore entre autres légendes du rock 90’s, elles déboulent maintenant sur les scènes européennes, avec les papas roadies et les mamans au merchandising. Si l’histoire de famille(s) est aussi incroyable qu’attachante, musicalement c’est encore relativement naïf : du punk-rock de base, énervé à l’image de la bondissante bassiste Eloise Wong, aux slogans politiques juvéniles. On n’y distingue rien de foncièrement révolutionnaire, mais on espère que cette tornade proto-Riot Grrrl pour la génération TikTok éveille des consciences.

Delivery, 21 août

Les Australiens de Delivery avaient le privilège de clôturer cette édition des Congés Annulés. On caractérisera leur musique de punk garage à l’énergie brute, tirant par moments sur le post-punk. Une des particularités du groupe est d’alterner le chant, chacun des cinq membres de la formation tenant le micro pour un ou plusieurs morceaux. Une idée qui illustre bien la belle entente entre les musiciens, mais qui a aussi rendu le début de concert très mitigé. Puis quelque chose s’est passé, une remontada que n’aurait pas niée le FC Barcelone : les rythmiques se sont épaissies, la cadence s’est envolée et cette petite dose de magie collective est apparue. Difficile de résister à se rapprocher de la scène, taper du pied, hocher de la tête et renverser sa bière sur son voisin au son aguicheur de ces guitares acérées, tourbillonnantes, pleine d’urgence. Pour quiconque est arrivé avec quinze minutes de retard, c’était le concert parfait.



Sebastien Cuvellier

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 10.10.2025 10.00 heures

Intitulé : Travaux d’installations HVAC, sanitaires et régulation technique à exécuter dans l’intérêt de l’École européenne agréée à Junglinster.

Description :

- Chauffage : sous-station 300 kW, radiateurs ;
- Froid : 2 groupes eau glacée (161 kW), réseaux acier/inox ;
- Ventilation : 13 CTA (43 975 m³/h), gaines et accessoires ;
- Sanitaires : équipements complets, séparateur de graisses, adoucisseur, tuyauterie inox/PP ;
- Régulation : GTC, armoires, régulations de zone, 71,6 km de câbles.

La durée des travaux est de 663 jours ouvrables, à débiter le 3^e trimestre 2026. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Critères de sélection : Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumission.

Conditions d’obtention du dossier : Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis : Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l’heure fixées pour l’ouverture.

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2502071

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 09.10.2025 10.00 heures

Intitulé : Travaux d’installations d’électricité basse tension et courant faible à exécuter dans l’intérêt de l’École européenne agréée à Junglinster

Description :

- Éclairage de sécurité : batterie centrale, 92 circuits ;
- Contrôle d’accès : portes intérieures et extérieures par badges ;
- Détection incendie : 450 détecteurs de fumée ;
- Éclairage : > 1 600 luminaires intérieurs, 45 mâts extérieurs ;
- Courant fort/faible : > 1 300 prises, 300 boutons KNX, 250 détecteurs KNX ;
- Tableaux : 1 TGBT avec 23 sous-tableaux.

La durée des travaux est de 415 jours ouvrables, à débiter le 3^e trimestre 2026.

Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Critères de sélection : Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumission.

Conditions d’obtention du dossier : Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis : Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l’heure fixées pour l’ouverture.

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2502053



Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 26.09.2025 10.00 heures
Lieu : SNHBM 2B, rue Kalchesbruck L-1852 Luxembourg
Intitulé : 3388_menuiserie intérieure - cuisines, réf. Ae13-1.
Description :

- L’exécution des travaux de menuiserie intérieure – cuisines d’un immeuble résidentiel à Luxembourg-Bonnevoie.

Conditions d’obtention du dossier : Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le Portail des marchés publics.
Réception des plis : Le jour de l’ouverture avant 10.00 heures.
N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2502107

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 30.09.2025 10.00 heures

Intitulé : Travaux de parachèvements à exécuter dans l’intérêt de l’extension du foyer et de l’accueil de la Philharmonie à Luxembourg

Description :
Les travaux de parachèvement comprennent :

- Les travaux de plâtrerie et d’ouvrages secs ;
- Les travaux de menuiserie intérieure en bois et métallique ;
- Les travaux de peinture, de revêtements de sol ;
- Les travaux de nettoyage.

La durée des travaux est de 351 jours ouvrable, à débiter au 1^{er} semestre 2026. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Conditions d’obtention du dossier : Les documents de soumission

peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis : Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l’heure fixées pour l’ouverture.

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2501948

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Services

Date limite de remise des plis : 02.10.2025 10.00 heures

Intitulé : Mission de monitoring technique et management de mise en service des bâtiments à exécuter dans l’intérêt du bâtiment administratif pour l’ESM (European Stability Mechanism) et l’État à Luxembourg-Kirchberg.

Description :

- Dans le cadre de la mission, un concept de monitoring technique complet doit être élaboré et continuellement développé. L’objectif est de créer une base structurée pour la remise ultérieure des bâtiments. Cela inclut l’examen minutieux de la documentation de toutes les installations et systèmes techniques concernés, afin d’en garantir l’exhaustivité et la qualité. En complément, une matrice des relations entre les corps de métier doit être établie, permettant de visualiser clairement les interfaces et les dépendances entre les différents corps d’état. Enfin, l’évaluation des essais de fonctionnement doit être réalisée, dont les résultats serviront à l’ajustement et à l’optimisation du monitoring dans le cadre d’une mise en service ordonnée et interdisciplinaire.

La durée des services est d’environ 66 mois, à débiter fin 2025. Les prestations de service sont adjugées à prix unitaires.

Conditions d’obtention du dossier : Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis : Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l’heure fixées pour l’ouverture.

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2502013

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 01.10.2025 10.00 heures

Lieu : Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l’heure fixées pour l’ouverture.

Intitulé : Travaux de réfection de façade en pierres naturelles à exécuter dans l’intérêt de l’Administration des bâtiments publics à Luxembourg – Modernisations

Description :

- La présente soumission consiste principalement en des travaux de restauration et de stabilisation de maçonnerie historique.

Le chantier étant situé sur secteur protégé (vieille ville) et difficile d’accès, l’environnement direct et indirect du chantier doivent faire l’objet d’une attention particulière. La durée des travaux est de 220 jours ouvrables, à débiter le 1^{er} semestre 2026. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Conditions d’obtention du dossier : Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis : Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2501958

Ville de Vianden

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 08.10.2025 10.00 heures

Intitulé : Travaux des aménagements extérieurs à exécuter dans l’intérêt de l’aménagement de la « Place de la Résistance » à Vianden pour l’Administration communale de la Ville de Vianden.

Description :

- Travaux des aménagements extérieurs ;
- Travaux de terrassement ;
- Travaux.

Conditions d’obtention du dossier : Le dossier de soumission et les plans sont à télécharger sur le Portail des marchés publics.

Réception des plis : Les offres doivent avoir été déposées sur le Portail des marchés publics avant l’heure fixée pour l’ouverture.

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2502056

Ville de Vianden

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 08.10.2025 10.00 heures

Lieu : L’ouverture des offres se fera par le biais du Portail des marchés publics.

Intitulé : Travaux des aménagements extérieurs à exécuter dans l’intérêt de la stabilisation du « Bildchenswee » à Vianden pour l’Administration communale de la Ville de Vianden.

Description :

- Travaux des aménagements extérieurs, travaux de stabilisation, travaux du génie-civil.

Critères de sélection : Aucune condition minima de participation

Modalités visite des lieux/réunion d’information : La visite des lieux est laissée à l’appréciation du soumissionnaire (non-obligatoire).

Conditions d’obtention du dossier : Le dossier de soumission et les plans sont à télécharger sur le Portail des marchés publics.

Réception des plis : Les offres doivent avoir été déposées sur le Portail des marchés publics avant l’heure fixée pour l’ouverture.

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2502050

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 07.10.2025 10.00 heures

Intitulé : Travaux d’installations HVAC et sanitaires à exécuter dans l’intérêt de l’assainissement énergétique et mise en conformité du Lycée des Arts et Métiers à Luxembourg.

Description :

- Rénovation des installations sanitaires et HVAC du bâtiment ateliers ;
- Remplacement des conduites et radiateurs ;
- Réaménagement des sanitaires, ajout de toilettes PMR, avec ventilation séparée ;
- Déroulement des travaux en phases, certaines parties du bâtiment devront rester en service pendant les travaux.

La durée des travaux est de 230 jours ouvrables, à débiter le 1^{er} trimestre 2026.

Critères de sélection : Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumission.

Conditions d’obtention du dossier : Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis : Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l’heure fixées pour l’ouverture.

N°. avis complet sur *pmp.lu* : 2502143

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Wo sind die Hare Krishnas geblieben?

IIII Michèle Thoma

Wann habe ich sie zum letzten Mal vorbeischweben sehen, in ihren orangenen Kutten, ihren transparenten Gewändern, in ihrer zugleich grotesk verrenkten und schwerelosen Trance? Kurzgeschoren, glatzköpfig, mit Klingglöckchen und der ewigen Kleinkind-Leier? Inmitten des Großstadtverkehrs, irgendeines Tumults irgend-einer Großstadt der letzten Jahrzehnte des letzten Jahrtausends, wo sie plötzlich auftauchten, wie hingehaucht, schmetterlingsflüchtig wie Seifenblasen, bunt hingehauchte Gespinste. Wo sind sie geblieben? Die viel Belächelten, die Lächerlichen?

Ich vermisse sie.

Warum tauchen sie jetzt auf, aus dem Nirwana meiner Erinnerung, gibt doch wirklich andere Themenschwerpunkte? Schweres. Relevantes. Aktuelles. Akutes. Warum taucht die Erinnerung an die Schwerelosen jetzt plötzlich auf, wo gerade alles so *heavy* und runterziehend ist? Warum taucht die Erinnerung jetzt plötzlich auf wie ein magischer Kontinent, ein versunkener Kontinent, der das Licht der Welt entdeckt? Oder das Licht der Welt entdeckt die Erinnerung, da schau! Eine Erscheinung! Eine Alterserscheinung!

Kino! Flashback auf Jungs mit Trömmelchen, Zimbeln, selig weggetretenem Lächeln; ein paar junge Frauen sind auch dabei. Die Lost Boys der Siebzigerjahre, wie es sie bei den Jesus Freaks gab, beim Patriarchie in Frankreich, wie sie massenhaft von Bhagwan in Indien eingesammelt wurden, von all den sg. spirituellen Bewegungen, die Kost und Logis boten und Zucht und Ordnung, Gott und Göttinnen inklusive. Die Frauen waren weniger stark vertreten, sie hatten es ja auch leichter, sie bekamen Kinder und gründeten ihre eigenen kleinen Kommunen.

Kino! Flashback auf die Achtzigerjahre, Wien, WG, in der ein paar Künstlerinnen leben, auch luxemburgische, sie sind immer hungrig. Vorwiegend ernähren sie sich von weißen Brötchen, die hier Semmeln heißen. Nur sonntags gibt es anständiges Essen. Dann gehen sie zu den Krishnas. Der Koch der Krishnas, der ebenfalls aus Luxemburg kommt, heißt sie willkommen, im Zentrum der Krishnas ist es ruhig und friedlich und aufgeräumt, die hungrigen Künstlerinnen sind meistens allein mit anmutig sich schlängelnden Gött/innen und einem vollen Teller. Tischlein-deck-dich, nie tafelten sie besser

Hare-Krishna-Anhänger 2011 auf der Prager Karlsbrücke



und vermutlich auch nie gesünder. Die hungrigen Künstlerinnen werden gespeist und niemand will nichts von ihnen, nicht ihr Geld, das sie nicht haben, nicht ihre Körper und nicht ihre Seelen, niemand begehrt oder bekehrt sie oder belehrt sie auch nur, selbst die Zitar zirpt rücksichtsvoll, während sie sich die Bäuche vollschlagen. Heuchlerisch-höflich blättert Unterzeichnete in den Hochglanzbilderbüchern voll von blutrünstigen Göttern, geköpften Dämonen und komplizierten Horrorstories, das bräuchte sie aber gar nicht, wie ihre ehrlichen Mitesserinnen meinen. Niemand hier würde von uns erwarten, dass wir unsere Schädel scheren, frohlockend durch die Lande ziehen und uns der endgültigen Krishna-Glückseligkeit hingeben würden.

Wo sind die Hare Krishnas geblieben? Warum suchen sie die Fußgängerzonen, die jetzt Begegnungszonen heißen, nicht mehr heim? Passt ihre Erscheinung nicht mehr? In

das Erscheinungsbild? Oder passt sie so sehr, dass sie nicht mehr gebraucht wird? Haben sie uns aufgegeben? Haben sie uns lächerliche Verkörperungen aufgegeben? Weil wir es sowieso nie aus dieser materiellen Erscheinungswelt schaffen, wir trüben weltlichen Erscheinungen? Weil nicht mal die Engel der Einfalt diese *mission impossible* schaffen?

Verschwunden mit Sang und Klang? Wohin? Guggelguggel, staun, nur das analoge Herumgehüpfe ist out, die Missionierung findet jetzt im kosmischen Internet statt, und Hare Krishna Gruppen gibt es auf der ganzen Welt. Im Kriegsgebiet Ukraine gibt es *Krishna consciousness*. In Luxemburg sangen die Krishnas vor kurzem im Regen im Park. In Wien, so erfahre ich, gibt es sonntags Lesungen und Gesänge. Und Essen. Sonntagessen.

Da können die Katholiken nicht mithalten. Da gibt es nur Hostien. ●

LËTZEBUERGER APHORISMEN (4)

Wat de Bauer net kennt, dat frësst en net

Jo, et gëtt Leit, déi nëmmen dat iessen, wat si vu Klengem u kennen a gewinnt sinn oder wat sech ewell säit Joerzénge net iwwerall op der Welt etabléiert huet, ewéi d’Pizza beim Italieener an d’Int beim Chinee. Déi Leit ware warscheinlech nach ni Thailännesch iessen, hunn nach kee Sushi probéiert, nach ni Falafel bestallt, wëssen net, wat eng Bowl ass, an e Curry hunn se och nach ni gekacht. Si huelen all Dag Fleisch- oder zumindest Mëllechproduiten zou sech.

Dat ënnerscheet si vun deenen neie Generatiounen. Mir versichen ebe grad manner Fleesch- a Mëllechproduiten ze konsuméieren a sinn immens virwëtzig op nei Goûten a Platen (bis hin zu obsédéiert). Ma ech géing mir wënschen, mir wären nees e bësse méi esou wéi di Baueren, déi mir belächelen. Amplaz eis duerch déi ganz Welt ze friessen.

Éinescht war ech op verschidde Sitten ënnerwee, fir no engem vegane Bakrezept ze sichen, a si bal iwwerall deenen nammlechten Tricker begéint. Da gëtt d’Mëllech eben duerch Mandelmëllech ersat, de Botter duerch Margarin (déi zu achtzeg Prozent aus Palmueleg a Kokosfett besteet),

den Zocker entweder duerch gemuelen Dattelen, Räissirop oder Ahornsirop, d’Schlagsan duerch Kokosmëllech oder een Ersatzproduit mat Cashew, Eeeër duerch Aquafaba, a fir d’Konsistenz gëtt nach Banann an Avocado dra geschmass oder Seidentofu. Kee vun deene Produite gëtt hei an der Géigend hiergestallt. Dat selwecht gëllt fir déi sougenannte „Superfoods“: Chia-Somen, Goji-Bieren, Manuka-Hunneg, Cranberries, Beluga-Lënsen, Amarant, Ginseng, an dann déi ganz Kandidat mat där nammlecher Endung: Quinoa, Kurkuma, Moringa, Spirulina, Aronia, Acerola – déi Sai, déi eben duerch d’Duerf gezu ginn, fir dem moderne Mënsch säin Appetit op Neies ze befriddegen.

Ech well meng Generatioun guer net verdäiwelen, mä ech fannen et och net richteg, där aler un d’Bee pissen ze goe, wa mer net wierklech besser sinn. Jo, mir halen „ëmweltfrëndlech“ a „gesond“ fir gutt an erstriewenswäert, awer de Gros vun eis hunn net am Geréngste wëlles, op iergendeppes ze verzichten. Ma genau do wier de Knackpunkt, wou mer eis vun där viregter Generatioun ënnerscheede kéinten – fräiwëlleg ze

verzichten. Mir brauchen an allen Hisiichten nei Rezepten, keng Ersatzformelen.

Et muss nämlech kee mengen, dee vegane Kuch do hätt eng gutt Ökobilanz. A vill Liewensmëttel, déi wéinst eiser iwwert den hallwe Globus geflu ginn, hannerloossen an hiren Hierkonftslänner verbrannt an dréchen Äerd. Verstitt mech net falsch: Ech ernäre mech selwer vegan. Mä et schéngt, wéi wann eis iwwert deem ganze Gesondheetswan a Veganismus, d’Iddi vum „buy local“ komplett aus den Ae verluer gaang ass.

Bleift nëmmen ze hoffen, datt et an deem dote Sujet geschwënn nees eng nei „Trendwende“ gëtt, respektiv heiansdo luusst se schonn aus de Medien ervir. Dann heescht et op RTL op eemol: „Huewer – wat stécht wierklech hannert deem neiste Superfood?“ ● NORA WAGENER

¹ An aner Punkten si mir net manner hypokritesch: En E-Auto hunn, am Biobuttek akafen, awer soubal d’Vakanz ugeet an Thailand, op Bali, an de Vietnam fléien.

Bien plus qu’une artiste

IIII Godefroy Gordet

Simone Decker est la nouvelle responsable du département du département des arts visuels auprès de Kultur:Lx. Portrait

En avril dernier Kultur:Lx diffusait un nouveau « meet the team » concernant Simone Decker. L’artiste faisait son entrée en tant que responsable du département arts visuels. Figure de l’art contemporain luxembourgeois depuis le début des années 1990, elle mêle dans son œuvre photographie, installation et interventions publiques pour jouer avec notre regard sur l’espace. Elle ajoute un nouveau défi à ce parcours, avec son background d’artiste, sa connaissance du vivier local et son expérience d’une scène internationale qu’elle a pratiquée des années durant. Rien de plus rassurant donc que de la voir parachutée dans les aventures politico-culturelles luxembourgeoises. Elle aura ici l’immense tâche de promouvoir les arts visuels d’un pays qui peine encore à faire sortir ses artistes des frontières grand-ducales. Une opportunité pour elle comme pour ceux autour qu’elle va accompagner dans une vision simple qui met au centre l’artiste, et même, ceux qui ne mâchent pas leurs mots.

Formée à l’École nationale supérieure des arts décoratifs de Strasbourg, à l’Université des sciences humaines de Strasbourg, ainsi qu’à la Hochschule für Bildende Künste, Städelschule de Francfort, elle a bénéficié de diverses bourses et résidences entre Frankfurt et New Delhi, en passant par Paris ou New York et elle ses œuvres ont été exposées dans le monde entier. Elle ne connaît pas vraiment de moment charnière depuis qu’elle s’est convaincue que l’art ferait partie de sa vie, et même la construirait de bout en bout. Elle qui explique d’entrée que « Cela allait, en quelque sorte, de soi ».

« Ces derniers mois, j’ai pris pleinement conscience du fait que j’ai toujours œuvré dans le domaine de l’art, que j’y ai toujours évolué et que je souhaite continuer à le faire, sous une forme ou une autre », explique Simone Decker à qui l’art, les créateurs et créatrices tiennent profondément à cœur. En tant qu’artiste, elle considère qu’il est essentiel de changer parfois de point de vue, d’adopter un autre regard. Ce qui fait écho avec son approche artistique, « je pense que la frontière entre création artistique et médiation artistique est souvent très mince, avec des passages fluides de l’un à l’autre. De plus, il y a tellement de formes intermédiaires à découvrir ».

Elle est reconnue pour ses installations in situ et photographies jouant sur la perception, la perspective et l’échelle, souvent dans un cadre architectural. D’ailleurs, en 1999, elle représenté le Luxembourg à la Biennale de Venise avec la série *Chewing and folding in Venice*, des photographies de chewing-gum mâchés qui, par un jeu d’échelle et de cadrage figuraient des sculptures gigantesques. Au regard de cette œuvre ou d’autres interventions in situ, son travail artistique remet en question notre rapport au réel et à l’espace urbain, « dans nombre de mes travaux, je m’intéresse avant tout à la remise en question de l’existant, des structures établies et de leurs fonctions. Et dans quelle mesure de petits changements, comme un changement de perspective, permettent d’obtenir une réalité différente ».

Parmi ses autres installations marquantes, on se souvient de *Ghosts*, en 2004, douze figures jaunes photoluminescentes sur le toit du Casino Luxembourg, reproduisant des sculptures urbaines existantes comme des « ombres lumineuses ». Une œuvre qui questionne la place du spectateur face à l’objet et au volume, partagé qu’il est entre la légèreté visuelle et la rudesse matérielle. Ses installations sont duales, à la fois elles séduisent, et elles suscitent une réflexion profonde du spectateur, le déplace et l’illusionne.

Son travail oscille entre ludisme visuel et complexité conceptuelle. Un équilibre de funambule entre accessibilité sensorielle et densité intellectuelle qu’elle façonne avec précision sans

Simone Decker suit l’installation d’une œuvre au Lycée agricole à Gilsdorf

placer le spectateur dans une posture d’observateur passif. « Mes interventions le mettent dans une situation de confrontation. » Au Crédac (Centre d’art contemporain d’Ivry-sur-Seine, en périphérie parisienne), ces douze fantômes étaient installés dans une vaste salle en sous-sol, plongée dans une obscurité totale. Ce n’est qu’à travers la rémanence, cette faible lueur émise par les sculptures, que les visiteurs pouvaient s’orienter et circuler dans l’espace. « On y progressait lentement, comme dans une forêt spectrale, et ceci seulement après que les yeux s’étaient habitués à l’obscurité. »

Après plus de trente ans à fouler les lieux d’arts du monde, Simone Decker a décidé de s’investir au sein de Kultur:Lx pour « renforcer la visibilité de la scène artistique luxembourgeoise à l’international ». Un engagement qu’elle a découvert durant la période où elle enseignait à l’Académie des beaux-arts de Nuremberg où elle a nourri un intérêt pour l’accompagnement des artistes dans le développement de leurs œuvres et de leurs projets.

Dans cette dynamique, Simone Decker a l’intention de valoriser « l’évolution remarquable » de la scène culturelle luxembourgeoise. Elle souhaite poursuivre « l’engagement extraordinaire et la persévérance de quelques personnes qui ont su initier un mouvement, qui se sont engagées sans relâche en faveur de l’art et des artistes ». Elle se dit convaincue que le Luxembourg dispose d’une opportunité rare, surtout en cette période si chargée de tensions et de mutations, pour faire rayonner sa diversité culturelle et ainsi affirmer une identité culturelle à l’échelle internationale. « Être ambassadrice de cette dynamique, voilà pourquoi je m’engage ».

Se tisse logiquement un lien entre sa trajectoire personnelle d’artiste et son implication actuelle dans les politiques culturelles. Une dimension où elle passe de la création à la transmission. Et dans ce nouveau positionnement, son expérience en tant qu’artiste active sur la scène internationale est un atout pour sa vision de la diplomatie culturelle au sein de Kultur | lx. Mais la grande question reste de savoir si elle abandonnera sa condition d’artiste et son travail artistique pour mener à bien son nouveau rôle institutionnel, « dans l’art, tout est question d’attitude. Il s’agit d’adopter une posture qui consiste à examiner les systèmes et à rechercher des solutions innovantes. Je vais



Simone Decker veut exercer une forme d’indiscipline tout en gardant à l’œil les stratégies de l’établissement

aborder ce nouveau poste chez Kultur | lx avec le regard d’une artiste et peut-être aussi comme une complice des artistes. Je suis là pour être à l’écoute des intérêts et besoins des créateurs artistiques », répond-t-elle en ajoutant un cadre d’apprentissage important pour elle dans ce nouveau rôle.

Dans l’art, il y a toujours une tension entre la liberté créatrice et les cadres institutionnels. Face à sa double casquette, d’artiste et de gestionnaire culturelle, il s’agira pour Simone Decker de concilier ces regards pour exercer une forme d’expérimentation et d’indiscipline tout en gardant à l’œil les budgets et stratégies de l’établissement. « En tant qu’artiste, je ne connais que trop bien ce grand écart, en particulier dans le cadre de projets artistiques dans l’espace public : élaborer une idée, repousser toutes sortes de limites à travers des concepts, puis exploiter au mieux les possibilités techniques pour la mise en œuvre. Prendre sans cesse des risques, tout cela constitue pour moi l’essence même de la création artistique. Ne pas perdre de vue le cadre financier ou d’autres conditions structurelles, c’est aussi le quotidien des artistes, c’est un défi qui touche parfois jusqu’à l’existence même des indépendants ».

Sa vision prospective du rôle de Kultur :Lx à l’avenir est de se positionner non seulement comme accompagnateur des artistes, mais aussi comme un véritable acteur de dialogue culturel et d’influence. « Il s’agira de poursuivre les nombreuses coopérations internationales prometteuses, initiée par ma prédécesseuse Hélène Doub. Je trouve cette dynamique particulièrement enthousiasmante. Notre ambition est d’agir comme un amplificateur et un catalyseur des projets artistiques et culturels ». ●



Le duo
qui anime
Gille Fro

POP. LIFE !

De Laber-Podcast

IIII josée hansen

sont les « Laber-Podcasts » (merci à l'historien d'art allemand Wolfgang Kemp, qui forge le terme dans son petit fascicule hilarant *Irgendwie so total spannend*, paru chez zu Klampen).

Lorsque Ben Hammersley écrit sur la « audible revolution » à venir, le 12 février 2004 dans le *Guardian*, il se demande comment on allait appeler cette nouvelle pratique : « Audioblogging ? Podcasting ? GuerillaMedia ? ». À la mi-août 2025, le site *Podcastindex.org* répertorie 4,64 millions de podcasts sur les différentes plateformes, soit 25 000 nouveaux épisodes par jour. Dans sa récente étude sur les « Tendances audio-vidéo 2025 », le régulateur français des médias Arcom constate que plus de la moitié, 56 pour cent, des 15-24 ans écoutent des podcasts, la plupart du temps sur leur portable. C'est mobile, léger et disponible à la demande.

En l'absence de données chiffrées sur le Luxembourg, une étude empirique bien superficielle permet de constater que 1° les podcasts natifs luxembourgeois, que 2° ils sont souvent à visée commerciale (vendre des voitures ou un produit bancaire via des histoires personnelles à forte charge émotionnelle) ou éducative (apprendre le luxembourgeois avec un/e expatrié/e anglophone qui s'acharne à tenter de prononcer *Grompe-rekichelchen* ou *Schueberfouer*; promouvoir la recherche scientifique...), que 3° il y a quelques rares exemplaires, comme ceux de *Radio 100,7*, qui sont bien faits et changent la donne journalistique ou *35M Elevator Pitch* qui prend le temps nécessaire pour laisser parler les invité/es, mais que 4° les pires

Le concept du *Laber-Podcast* est simple : deux à trois copains (souvent de jeunes hommes, en effet) hyper-décontractés et sûrs d'eux-mêmes, investissent dans deux ou trois micros et se donnent rendez-vous à rythme irrégulier pour partager leur philosophie de comptoir et leur vue du monde avec leurs proches, via une plateforme de *streaming*. Depuis la démocratisation des moyens de production et l'avènement d'internet, il n'y a plus de *gatekeepers* qui contrôleraient l'entrée à l'espace-temps jadis précieux des antennes. Le *Laber-Podcast* permet de dire n'importe quoi n'importe quand, sans règle, sans contrôle de véracité, sans éthique et sans scrupules. Le seul mot d'ordre est : il faut être super-décontracté, rigolo et surtout ni préparé, ni compétent. « Im Podcast wird aus *casual* ein Gesamtprogramm », écrit Kemp.

Ici, aucune règle journalistique ne s'applique. Alors, il se peut tout à fait que les animateurs se fassent aussi annonceurs pour une société d'assurance (*Gille Fro*) ou qu'un des comparses, furieux d'avoir dû freiner à l'entrée d'une autoroute, s'emporte que le mec dans la voiture devant lui était « forcément un

Noir, parce que, je ne sais pas pourquoi, les Noirs ne savent pas conduire » (épisode 119 de *Erklär & Laach* du 8 juillet, autocensuré depuis). 80 pour cent des créateurs de podcasts n'ont jamais eu de carte de presse, toujours selon l'Arcom. Du haut de ses vingt ans, l'univers du podcast célèbre le *First Amendment* à pleins poumons : ici, pas besoin de mettre en garde qu'un contenu est sponsorisé, pas besoin de prouver une affirmation, garder une distance objective et encore moins de respecter la langue employée. Au Luxembourg, le *Laber-Podcast*, c'est le médium des libertariens de province.

Mais le temps étant une crapule baveuse, il suffit en règle générale d'ignorer ce phénomène, qui se perd par usure : trop lourd à préparer, trop peu de public (contrairement au « broadcast » de la radio, les podcasts sont du « narrowcast »), trop peu d'écho, plus envie de payer les frais de l'hébergement... et c'est la fin. Le Luxembourg avait connu un même engouement pour la télévision après la libéralisation de l'audiovisuel avec la loi de 1991, les quelques chaînes lancées par des enthousiastes qui voulaient contrer le monopole de *RTL* ont disparu depuis (la dernière, *.dok TV*, a arrêté sa diffusion fin 2023). La réforme de la loi sur les médias électroniques est dans les tuyaux du ministère des Médias ; elle doit aussi élargir les compétences du régulateur Alia sur les nouveaux médias et donner un cadre aux influenceuses et aux jacasseurs. ●

L' O B S E R V A T I O N

La famille perdrix

Les bonnes nouvelles ne sont pas nombreuses sur le front de l'environnement et de la



biodiversité, en voilà une. Pour la première fois depuis plusieurs années, un couple de perdrix grise avec ses cinq petits a été observé par un chasseur averti dans le sud-est du Luxembourg (photo : Shutterstock). Les biologistes ne veulent pas diffuser la localisation précise pour des raisons de conservation. La perdrix grise est classée sur la liste rouge des espèces en danger d'extinction. Comme tous les oiseaux des champs (alouette, vanneau...), sa population a dramatiquement

décliné au cours des dernières décennies. Doris Bauer, responsable de la conservation de la nature et de la gestion des paysages à la station biologique du Sias (Syndicat intercommunal à vocation multiple), se félicite de cette rare observation : « L'hiver, nous entendions quelques mâles et quelques femelles, mais cela ne garantit pas le succès d'une nidification », souligne-t-elle.

Ornithologue auprès de natur&ëmwelt, Patric Lorgé

explique ne pas être vraiment surpris que cette première apparition d'une famille de perdrix depuis longtemps ait eu lieu dans cet endroit du pays : « Beaucoup d'efforts sont réalisés par le Sias et les agriculteurs pour recréer un environnement propice aux oiseaux des champs. Cela démontre que lorsque l'on développe de bons projets, les résultats arrivent. »

Les perdrix ont pratiquement disparu du Luxembourg parce que l'agriculture

intensive a détruit ses habitats. Ces oiseaux ont besoin d'un paysage structuré (haies, petits champs, petites pâtures, jachères, chemins...), avec de grandes herbes pour cacher leurs nids creusés dans le sol, puis leurs petits. Les insectes qui nourriront les oisillons s'y plaisent également.

Doris Bauer précise : « Le Sias a établi des contrats avec des agriculteurs qui se sont engagés à conserver des bordures le long des chemins et des jachères fleuries. Les

exploitants sont indemnisés pour la perte de revenus engendrés par ces mesures. Tout le monde est gagnant : la nature et les agriculteurs. » La biologiste est ravie, mais elle garde les pieds sur terre. « Rien n'est gagné, il faudra encore beaucoup de temps pour que la population se stabilise et sorte de la liste rouge. » EN